

PROCES VERBAL

Conseil Communautaire du 03 septembre 2020

L'an 2020, le 03 septembre à 18h00, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Sud Sarthe s'est réuni à Mayet - Salle des fêtes-2 avenue de la Pelouse sous la présidence de Monsieur BOUSSARD François, Président, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par mail aux conseillers communautaires le 27/08/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte des pôles de la Communauté de Communes le 27/08/2020.

Présents (35) : M. BOUSSARD François, Président, Mmes : BAREAU Delphine, BODRAIS Séverine, BOUREL Corinne, DELAPORTE Monique, DONNÉ Catherine, HUTEREAU Laurence, IGLESIAS Valérie, JARROSSAY Nathalie, LATOUCHE Béatrice, LEVIAU Ghislaine, MARTIN Christiane, RENAUDIN Maryvonne, ROBINEAU Lydia, MM ALLARD Mickaël, AMY Jean-Claude, CHANTOISEAU Thierry, FRESNEAU Roger, FRIZON Roland, GAYAT Xavier, GUERANGER Vincent, GUILLON Emile, HUBERT Yves, LE BOUFFANT Yves, LESSCHAEVE Marc, LORiot Jean-Luc, MARTINEAU Eric, MOURIER Nicolas, NERON Michel, de NICOLAY Louis-Jean, OUVRARD Pierre, PAQUET Dominique, PEAN Stéphane, POSTMA Siebe, ROUSSEAU Antony.

Excusés ayant donné procuration (3) : GOUBAND Jean ayant donné pouvoir à BOUSSARD François, LELARGE Christian ayant donné pouvoir à MARTIN Christiane, ROCTON Gérard ayant donné pouvoir à DONNE Catherine.

A été nommée secrétaire de séance : BAREAU Delphine

PROPOS INTRODUCTIFS A LA SEANCE

Mr Boussard souhaite une bonne rentrée à chacun en espérant que la période estivale a permis à tous de retrouver l'énergie nécessaire à la poursuite des activités dans une période incertaine marquée par une situation sanitaire toujours d'actualité.

Il adresse ses remerciements aux élus de Mayet pour l'accueil de l'assemblée et la préparation de la salle.

Mr Ouvrard est ravi d'accueillir l'assemblée et souhaite une bonne réunion à chacun.

OUVERTURE DE SEANCE

Monsieur le Président invite les membres de l'assemblée à faire part de leurs observations sur le procès-verbal de la séance de Conseil du 23 juillet 2020. Aucune observation n'est apportée.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la séance du 23 juillet 2020.

DELEGATIONS AU PRESIDENT

Décision n° 01 / 2020 du 29 juillet 2020

Objet : Virement de crédits BUDGET PRINCIPAL

Le Président de la Communauté de Communes Sud Sarthe,
VU le CGCT et notamment son article L5211 et suivants par application de l'article L2122 et suivants adapté aux communes
VU les crédits disponibles en section d'investissement au compte 020 – « Dépenses imprévues »

DECIDE

Article 1 :

Le transfert de crédits, en section d'investissement, par virement de crédits :

020 - « Dépenses imprévues »	- 50 000.00 €
27632 – « Régions»	+ 50 000.00 €

Article 2

La présente décision est transmise à la Sous-Préfecture de la Flèche. Il en sera rendu compte lors du prochain Conseil de Communauté de Communes, conformément aux dispositions du CGCT.

Décision n° 02 / 2020 du 29 juillet 2020

Objet : Virement de crédits BUDGET ANNEXE ATELIER INDUSTRIEL

Le Président de la Communauté de Communes Sud Sarthe,
VU le CGCT et notamment son article L5211 et suivants par application de l'article L2122 et suivants adapté aux communes
VU les crédits disponibles en section d'investissement au compte 020 – « Dépenses imprévues »

DECIDE

Article 1 :

Le transfert de crédits, en section d'investissement, par virement de crédits :

020 - « Dépenses imprévues »	- 5 200.00 €
2313 – « Constructions »	+ 5 200.00 €

Article 2

La présente décision est transmise à la Sous-Préfecture de la Flèche. Il en sera rendu compte lors du prochain Conseil de Communauté de Communes, conformément aux dispositions du CGCT.

Décision n° 03 / 2020 du 07 août 2020

Objet : Virement de crédits BUDGET ANNEXE SERVICE PUBLIC ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le Président de la Communauté de Communes Sud Sarthe,
VU le CGCT et notamment son article L5211 et suivants par application de l'article L2122 et suivants adapté aux communes
VU les crédits disponibles en section d'investissement au compte 020 – « Dépenses imprévues »

DECIDE

Article 1 :

Le transfert de crédits, en section d'investissement, par virement de crédits :

020 - « Dépenses imprévues »	- 650.00 €
011 – « Charges à caractère général »	+ 650.00 €

Article 2

La présente décision est transmise à la Sous-Préfecture de la Flèche. Il en sera rendu compte lors du prochain Conseil de Communauté de Communes, conformément aux dispositions du CGCT.

Arrêté n°2020-18-PRE du 29 juin 2020

Objet : AUTORISATION STATIONNEMENT D'UN TAXI

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD SARTHE,

VU le code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2213-2,

VU le Code des Transports,

VU la loi du 13 mars 1937 modifiée, relative à l'organisation de l'industrie du taxi,

VU le décret n°87-238 du 06 avril 1987 modifié réglementant les courses de taxi,

VU la loi n°95-66 du 20 janvier 1995, relative à l'accès et à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi et le décret n°95-935 du 17 août 1995 pris pour application,

VU le décret n°73-225 du 02 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de remise,

VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de la profession de l'activité de taxi,

VU la demande présentée par Monsieur MOIRÉ, gérant de la société PLM et pour le compte de la S.A.S AMBULANCES BROU,

ARRETE

Article 1 : Monsieur Paul MOIRÉ, né le 15 février 1990 à La Flèche (Sarthe), domicilié à La Flèche (Sarthe), 102 bis rue de Sainte Colombe, gérant de la SARL PLM et pour le compte de la S.A.S BROU, titulaire de la carte professionnelle de taxi n°722038 délivrée le 23 janvier 2018

est autorisé à stationner à compter de ce jour sur la commune d'YVRE-LE-POLIN (Sarthe), 11 rue du 08 mai avec le taxi de marque SKODA immatriculé FC 048 BF.

Article 2 : Monsieur Paul MOIRÉ ainsi que les conducteurs du taxi salariés seront tenus de se conformer strictement aux prescriptions des textes susvisés ainsi qu'à celles des arrêtés préfectoraux.

Article 3 : Monsieur Paul MOIRÉ devra fournir à l'autorité communautaire, chaque année et à chaque changement de véhicule, une copie de la carte grise et de l'attestation d'assurance couvrant de façon illimitée les personnes transportées et les tiers.

Article 4 : Les tarifs doivent être affichés à l'intérieur du véhicule. Tout dépassement du tarif fixé par arrêté préfectoral est de nature à entraîner l'application des sanctions prévues par les textes en vigueur.

Article 5 : Il est interdit au conducteur du taxi de solliciter la clientèle par des paroles ou gestes et procéder à l'entretien ou au lavage du véhicule en stationnement.

Article 6 : Le conducteur de taxi doit se tenir à la disposition de la clientèle. Il ne doit pas laisser son véhicule en stationnement avec le dispositif 'TAXI' découvert s'il ne peut se mettre immédiatement à la disposition des clients.

Article 7 : Le stationnement du taxi n'est autorisé qu'à l'emplacement suivant : **11 rue du 8 mai.**

Article 8 : Le Président de la Communauté de Communes et le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de PONTVALLAIN sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 2020 – 019 – PRE du 06/07/2020

Objet : ARRETE PORTANT NOMINATION D'UN MANDATAIRE DE LA REGIE RECETTES POUR LA GESTION DU VILLAGE CHALETS ET DU CAMPING

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD SARTHE,

VU l'arrêté n° 2020-001-PRE en date du 27 avril 2020 instituant la régie de recettes pour la gestion du Village Chalets et du Camping ;

Considérant qu'il y a lieu de nommer un mandataire pour la période estivale ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 02 juillet 2020 ;

VU l'avis conforme du régisseur en date du 24 juin 2020 ;

VU l'avis conforme du régisseur suppléant en date du 24 juin 2020 ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – Monsieur Aurélien ROGER est nommé mandataire, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur titulaire de la régie de recettes pour la gestion du Village Chalets et du Camping, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci ;

Monsieur Aurélien ROGER est nommé mandataire pour la période du 03 juillet 2020 au 30 août 2020.

ARTICLE 2 – Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la sous-régie, sous peine d'être constitué comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code pénal ;

Il doit les encaisser selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif de la régie ;

ARTICLE 3 – Le mandataire est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle de 06-031 A-B-M du 21 avril 2006.

Arrêté n° 2020 – 020 – PRE du 06/07/2020

Objet : ARRETE PORTANT NOMINATION D'UN MANDATAIRE DE LA SOUS-REGIE DE LA REGIE RECETTES POUR LA GESTION DU VILLAGE CHALETS ET DU CAMPING

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD SARTHE,

VU l'arrêté n° 2020-003-PRE en date du 27 avril 2020 instituant la sous-régie de recettes pour la gestion du Village Chalets et du Camping ;

Considérant qu'il y a lieu de nommer un second mandataire pour la période estivale ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 02 juillet 2020 ;

VU l'avis conforme du régisseur en date du 24 juin 2020 ;

VU l'avis conforme du régisseur suppléant en date du 24 juin 2020 ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – Monsieur Aurélien ROGER est nommé mandataire, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur titulaire de la régie de recettes pour la gestion du Village Chalets et du Camping, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci ;

Monsieur Aurélien ROGER est nommé mandataire pour la période du 03 juillet 2020 au 30 août 2020.

ARTICLE 2 – Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la sous-régie, sous peine d'être constitué comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code pénal ;

Il doit les encaisser selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif de la sous-régie ;

ARTICLE 3 – Le mandataire est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle de 06-031 A-B-M du 21 avril 2006.

Arrêté n° 2020 – 021 – PRE du 06/07/2020

Objet : ARRETE PORTANT NOMINATION DES MANDATAIRES REGIE DE RECETTES PISCINE INTERCOMMUNALE A MANSIGNE

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD SARTHE,

VU l'arrêté N° 2017-05-PRE du 16 juin 2017 instituant une régie de recettes pour la Piscine Intercommunale à Mansigné,

VU l'arrêté N° 2019-10-PRE du 14 juin 2019 portant avenant n°01 à l'acte constitutif du 16 juin 2017,

VU l'arrêté N° 2020-006-PRE du 07 mai 2020 portant avenant n°02 à l'acte constitutif du 16 juin 2017,

VU l'avis conforme du régisseur en date du 22 juin 2020 ;

VU l'avis conforme du régisseur suppléant en date du 22 juin 2020 ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 1^{er} juillet 2020 ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – Mesdames BRICOTEAU Fanny, LUCAT Charlotte et MUSSARD Mathilde sont nommées du 15 juin au 15 septembre 2020, mandataires de la régie de recettes piscine intercommunale à Mansigné, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci ;

ARTICLE 2 – Mesdames BRICOTEAU Fanny, LUCAT Charlotte et MUSSARD Mathilde, mandataires, ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal ;

Mesdames BRICOTEAU Fanny, LUCAT Charlotte et MUSSARD Mathilde doivent encaisser les sommes selon les modes de paiement prévus par l'acte constitutif de la régie ;

ARTICLE 3 – Mesdames BRICOTEAU Fanny, LUCAT Charlotte et MUSSARD Mathilde, mandataires, sont tenus d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle de 06-031 A-B-M du 21 avril 2006.

Arrêté n° 2020 – 030 – PRE du 03 août 2020

Objet : AVENANT N°01 A L'ARRETE PORTANT ACTE CONSTITUTIF D'UNE REGIE DE RECETTES POUR LA GESTION DU « VILLAGE CHALETS ET CAMPING »

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD SARTHE,

Vu décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 02 février 2017 autorisant le Président à créer (modifier ou supprimer) des régies intercommunales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n°2020-001-PRE du 27 avril 2020 portant acte constitutif d'une régie de recettes pour la gestion du « Village Chalets et Camping » ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 09 juillet 2020 ;

**DÉCIDE de porter avenant modificatif à l'arrêté constitutif du 27 avril 2020
en la modification des articles suivants :**

ARRETE :

ARTICLE PREMIER (inchangé) - Il est institué une régie de recettes pour la gestion du « Village Chalets et Camping ».

ARTICLE 2 - Cette régie est installée au Village Chalets à MANSIGNÉ (72510), 727, route de la Fontaine-Saint-Martin.

ARTICLE 3 (inchangé) - La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

ARTICLE 4 (inchangé) - La régie encaisse les produits suivants :

- Les droits de séjour des campeurs et toutes les prestations supplémentaires telles que l'utilisation de la machine à laver et du sèche-linge, la participation environnement et traitement des déchets, l'accueil d'un animal, les frais de dossier, le forfait ménage, la location de draps, le kit toilette et le dépôt des cautions.
- Les produits provenant de la location des chalets, des mobiles homes et de la salle de réception y compris les prestations supplémentaires telles que l'utilisation de la machine à laver et du sèche-linge, la participation environnement et traitement des déchets, l'accueil d'un animal, les frais de dossier, le forfait ménage, la location de draps, le kit toilette et le dépôt des cautions.
- Et plus généralement, l'encaissement de produits divers en relation avec la gestion du Village Chalets et du Camping.

ARTICLE 5 (inchangé) - Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques bancaires,
- carte bancaire,
- virement sur le compte du régisseur
- paiement en ligne/ Télépaiement par internet (Carte bleue et prélèvement)
- bons temps libre CAF
- aide aux vacances enfants CAF,
- bons tickets Loisirs MSA,
- bons vacances MSA,

- chèques vacances ANCV,

Lesdites recettes sont perçues contre remise à l'usager d'une quittance.

ARTICLE 6 (inchangé) - Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie de la Flèche.

ARTICLE 7 (inchangé) - Il est créé une sous-régie de recettes dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif de la sous-régie.

ARTICLE 8 (inchangé) - Un fonds de caisse d'un montant de 200€ (100€ par site) est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 9 - Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 10 000€ lorsqu'un seul site fonctionne (Village Chalets) et à 20 000€ lorsque les 2 sites fonctionnent à savoir 10 000€ pour le site Village Chalets et 10 000€ pour le site du Camping.

ARTICLE 10 (inchangé) - Le régisseur est tenu de verser à la caisse du comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 11 (inchangé) - Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 12 (inchangé) - Le régisseur sera assisté d'un ou plusieurs mandataires suppléants dont l'intervention a lieu dans les conditions fixées dans l'acte de nomination.

ARTICLE 13 (inchangé) - Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon les modalités fixées dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 14 (inchangé) - Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 15 (inchangé) – Le Président de la Communauté de Communes Sud Sarthe et le comptable public assignataire de LA FLECHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 16 (inchangé) – Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés de la Communauté de Communes Sud Sarthe et copie sera transmise à Monsieur le Préfet de la Sarthe et Madame le comptable public.

Arrêté n° 2020 – 031 – PRE du 03 août 2020

Objet : AVENANT N°01 A L'ARRETE PORTANT ACTE CONSTITUTIF D'UNE SOUS-REGIES DE RECETTES POUR LA GESTION DU « VILLAGE CHALETS ET CAMPING »

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD SARTHE,

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'arrêté du Président n°2020-001-PRE en date du 27 avril 2020 instituant une régie de recettes pour la gestion du « Village Chalets et Camping » ;

VU l'arrêté du Président n°2020-003-PRE en date du 27 avril 2020 instituant une sous-régie de recettes pour la gestion du « Village Chalets et Camping » ;

VU l'avenant n°01 du Président n°2020-030-PRE en date du 03 août 2020 modifiant l'arrêté du Président n° 2020-001 PRE en date du 27 avril 2020 instituant une régie de recettes pour la gestion du « Village Chalets et Camping » ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 09 juillet 2020 ;

**DÉCIDE de porter avenant modificatif à l'arrêté constitutif du 27 avril 2020
en la modification des articles suivants :**

ARRETE :

ARTICLE 1 (inchangé) – Il est institué une sous-régie de recettes pour la gestion du « Village Chalets et Camping ».

ARTICLE 2 (inchangé) – La sous-régie de recettes est installée :

- Au camping à MANSIGNE (72510) - Rue du Plessis

ARTICLE 3 (inchangé) – La régie fonctionne chaque année du samedi du week-end de Pâques au dernier dimanche du mois d'octobre.

ARTICLE 4 (inchangé) – La sous-régie encaisse les produits suivants :

- Les droits de séjour des campeurs et toutes les prestations supplémentaires telles que l'utilisation de la machine à laver et du sèche-linge, la participation environnement et traitement des déchets, l'accueil d'un animal, les frais de dossier, le forfait ménage, la location de draps, le kit toilette et le dépôt des cautions.
- Les produits provenant de la location des chalets, des mobiles homes et de la salle de réception y compris les prestations supplémentaires telles que l'utilisation de la machine à laver et du sèche-linge, la participation environnement et traitement des déchets, l'accueil d'un animal, les frais de dossier, le forfait ménage, la location de draps, le kit toilette et le dépôt des cautions.
- Et plus généralement, l'encaissement de produits divers en relation avec la gestion du camping.

ARTICLE 5 (inchangé) – Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques bancaires,
- carte bancaire,
- virement sur le compte du régisseur,
- paiement en ligne/ Télépaiement par internet (Carte bleue et prélèvement)
- bons temps libre CAF
- aide aux vacances enfants CAF,
- bons tickets Loisirs MSA,
- bons vacances MSA,
- chèques vacances ANCV,

Elles seront perçues contre remise à l'usager d'une quittance.

ARTICLE 6 (inchangé) – Un fonds de caisse d'un montant de 100€ est mis à disposition du sous-régisseur.

ARTICLE 7 – Le montant maximum de l'encaisse que le mandataire est autorisé à conserver est fixé à 10 000€.

ARTICLE 8 (inchangé) – Le mandataire est tenu de verser le montant de l'encaisse au régisseur de la régie dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 9 (inchangé) – Le mandataire verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10 (inchangé)– Le Président de la Communauté de Communes Sud Sarthe et le comptable public assignataire de la Trésorerie de La Flèche sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 2020 – 032 PRE du 03 août 2020

Objet : ARRETE PORTANT SUPPRESSION DE LA RÉGIE DE RECETTES N°55032 POUR LE MULTI ACCUEIL – LE LUDE

LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUD SARTHE

Vu le code général des collectivités territoriales en ses articles R-1617-1 à 18 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le code général des collectivités territoriales et complétant le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n°06-031-A6B6M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Il est décidé la suppression de la régie de recettes n°55032 pour le multi-accueil Le Lude de la Communauté de Communes Sud Sarthe créée par arrêté n°2017-20-PRE du 4 septembre 2017.

ARTICLE 2 - **La suppression de cette régie prendra effet au 03 août 2020.**

ARTICLE 3 - Le Directeur général et le comptable du Trésor auprès de la Communauté de Communes Sud Sarthe sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté à compter de sa date de signature et dont une ampliation sera adressée aux régisseur titulaire et mandataire suppléant.

Arrêté n° 2020 – 033 - PRE du 03 août 2020

Objet : ARRETE PORTANT SUPPRESSION DE LA RÉGIE DE RECETTES N°55034 POUR LE MULTI ACCUEIL – PONTVALLAIN

LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUD SARTHE

Vu le code général des collectivités territoriales en ses articles R-1617-1 à 18 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le code général des collectivités territoriales et complétant le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n°06-031-A6B6M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Il est décidé la suppression de la régie de recettes n°55034 pour le multi-accueil Pontvallain de la Communauté de Communes Sud Sarthe créée par arrêté n°2019-12-PRE du 10 septembre 2019.

ARTICLE 2 - **La suppression de cette régie prendra effet au 03 août 2020.**

ARTICLE 3 - Le Directeur général et le comptable du Trésor auprès de la Communauté de Communes Sud Sarthe sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté à compter de sa date de signature et dont une ampliation sera adressée aux régisseur titulaire et mandataire suppléant.

Arrêté n° 2020 – 035 – PRE du 03 août 2020

Objet : ARRETE PORTANT NOMINATION DES MANDATAIRES DES SOUS-REGIES DE LA REGIE DE RECETTES ENFANCE VACANCES POUR LA GESTION DES ACTIVITES ENFANCE VACANCES N°55020

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD SARTHE,

VU l'arrêté n° 2018-21-PRE en date du 26 décembre 2018 instituant une régie de recettes pour la gestion des activités ENFANCE VACANCES n°55020 ;

VU l'avenant modificatif n°1, objet de l'arrêté n° 2020 – 009 – PRE du 08 juin 2020, modifiant l'arrêté n° 2018 – 21 – PRE du 26 décembre 2018 portant acte constitutif de la régie de recettes pour la gestion des activités ENFANCE VACANCES ;

VU l'arrêté n° 2020-011 PRE en date du 08 juin 2020 instituant des sous-régies de recettes ENFANCE-VACANCES N°55020 ;

VU les avis conformes du comptable public assignataire en date des 02 et 16 juin 2020 ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – Les personnes figurant au tableau ci-dessous sont nommées mandataires pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie ENFANCE VACANCES, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci ;

REGIE DE RECETTE ENFANCE VACANCES N°55020			
A COMPTER DU 1 ^{er} JANVIER 2020			
Régie principale	Régisseur TITULAIRE	Régisseur SUPPLEANT	Adresse du site de la régie principale
	Élisabeth HOUVRARD	Jérôme GAUBERT Valérie MATARD	Allée de l'ancienne gare - 72800 LE LUDE
Sous-régies	Mandataires	Adresses des sites des sous-régies	
	1 Emmanuelle BORDE	Maison de l'enfance - route de Requeil - 72330 YVRE LE POLIN	
	2 Mégane LANDAIS	Place Jean GRAFFIN - 72510 PONTVALLAIN	
	3 Harmony JEGOU	Ecole Saint Exupéry - Rue Paul Fournier 72360 MAYET	
	4 Albane GROULT	Rue du professeur Arnoult - 72800 AUBIGNE RACAN	

ARTICLE 2 – Les mandataires ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif des sous-régies, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code pénal ;

Ils doivent les encaisser selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif des sous-régies ;

ARTICLE 3 – Les mandataires sont tenus d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle de 06-031 A-B-M du 21 avril 2006.

Arrêté n° 2020 – 036- PRE du 03 août 2020

Objet : ARRETE PORTANT SUPPRESSION TECHNIQUE DE LA RÉGIE D'AVANCE N°55017
ENFANCE-JEUNESSE

LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUD SARTHE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales en ses articles R-1617-1 à 18 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le code général des collectivités territoriales et complétant le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n°06-031-A6B6M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissement publics locaux ;

ARRETE

ARTICLE 1 – L'arrêté n°2017-06-PRE du 16 juin 2017 porte acte constitutif d'une régie d'avance et de recettes pour la gestion des accueils de loisirs Cérans-Foulletourte. **Cette régie porte le N°55017.**

L'arrêté n°2018-13-PRE du 26 décembre 2018 **transforme la régie d'avance et de recettes pour la gestion des accueils de loisirs Cérans-Foulletourte en régie d'avance intitulée ENFANCE-JEUNESSE. Cette transformation a fait l'objet d'une nouvelle numérotation sous Hélios à savoir le n°055017**

ARTICLE 2 - Afin de limiter les risques de confusion et d'erreurs, il est décidé de supprimer techniquement dans Hélios la régie enregistrée sous le N°55017 et ne conserver que l'enregistrement de la régie sous le n°055017.

ARTICLE 3 - Le Directeur général et le comptable du Trésor auprès de la Communauté de Communes Sud Sarthe sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté à compter de sa date de signature et dont une ampliation sera adressée aux régisseur titulaire et mandataire suppléant.

Arrêté n° 2020-037-PRE du 03 août 2020

Objet : AVENANT N°3 A LA REGIE DE RECETTES N°55005 POUR LA GESTION DE LA PISCINE INTERCOMMUNALE A MANSIGNE

PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD SARTHE,

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 02 février 2017 autorisant le président à créer des régies intercommunales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté n° 2017 – 05 – PRE du 16 juin 2017 portant acte constitutif de la régie de recettes pour la gestion de la piscine intercommunale à Mansigné ;

Vu l'arrêté n° 2019 – 10 – PRE du 18 juin 2019 portant avenant n°1 à la régie de recettes pour la gestion de la piscine intercommunale à Mansigné,

Vu l'arrêté n° 2020 – 006 – PRE du 07 mai 2020 portant avenant n°2 à la régie de recettes pour la gestion de la piscine intercommunale à Mansigné,

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 09 juillet 2020 ;

DÉCIDE de porter avenant modificatif à l'arrêté constitutif du 16 juin 2017 en la modifiant l'article 11

ARTICLE 1 (inchangé) – Il est institué une régie de recettes auprès de la piscine intercommunale de Mansigné.

ARTICLE 2 (inchangé) – Cette régie est installée à piscine intercommunale situé Route de Requeil-72510 Mansigné.

ARTICLE 3 (inchangé) – La régie fonctionne du 15 juin au 15 septembre de chaque année.

ARTICLE 4 (inchangé) – La régie encaisse les produits suivants :

- Tickets entrées piscine (tickets unitaires et cartes de 10 bains enfants et adultes),

ARTICLE 5 (inchangé) – Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Chèques vacances ANCV.

Un reçu valant quittance sera remis à l'utilisateur.

ARTICLE 6 (inchangé) – La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 4 est fixée à un mois.

ARTICLE 7 (inchangé) – L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination

ARTICLE 8 (inchangé) – Un fonds de caisse d'un montant de 40 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 9 (inchangé) – Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 2 000 €.

ARTICLE 10 (inchangé) – Le régisseur est tenu de verser à la Trésorerie le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9, et au minimum une fois par mois, en fin d'année et lors de sa sortie de fonction.

ARTICLE 11 – Le régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement.

ARTICLE 12 (inchangé) – Le régisseur sera assisté d'un ou plusieurs mandataires suppléants dont l'intervention a lieu dans les conditions fixées dans l'acte de nomination.

ARTICLE 13 – Depuis la mise en place du RIFSEEP et en application du décret 2014-513 du 20 avril 2014, l'indemnité de régisseur est intégrée au montant attribué au RIFSEEP. De ce fait, aucune autre indemnité ne sera attribuée au titulaire de la régie.

ARTICLE 14 – Le Président de la Communauté de Communes et le comptable public assignataire de la Trésorerie de La Flèche sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 15 – Le suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité.

ARTICLE 16 – Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés de la Communauté de Communes et copie sera transmise à :

- Monsieur Le Préfet de la Sarthe,
- Monsieur le comptable public.

Arrêté n° 2020 – 038 – PRE du 03 août 2020

Objet : AVENANT N°3 A LA REGIE DE RECETTES JEUNESSE N°55019

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD SARTHE,

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 02 février 2017 autorisant le président à créer des régies intercommunales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté n° 2017 – 09 – PRE du 16 juin 2017 portant acte constitutif de la régie de recettes pour la gestion des accueils de loisirs Le Lude ;

VU l'arrêté n°2018-01-PRE du 11 juin 2018 portant avenant n°1 à l'acte constitutif ;

VU l'arrêté n°2018-19-PRE du 26 décembre 2018 portant avenant n°2 à l'acte constitutif ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 1^{er} juillet 2020 ;

DÉCIDE de porter avenant modificatif à l'arrêté constitutif du 16 juin 2017 en modifiant les articles suivants :

ARRETE

ARTICLE 1 inchangé – La régie de recettes n°55019 pour la gestion des accueils de loisirs Le Lude est renommée régie de recettes JEUNESSE.

ARTICLE 2 inchangé – Cette régie est installée au Pôle Communautaire – Allée de l'ancienne gare – 72800 LE LUDE.

ARTICLE 3 inchangé – La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année.

ARTICLE 4 inchangé – La régie encaisse les produits suivants :

- Recettes liées au fonctionnement des activités jeunesse,
- Recettes liées au fonctionnement des séjours ados,
- Recettes liées aux activités sportives jeunesse,
- Adhésion annuelle au PASS Jeunes.

ARTICLE 5 – Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Aides aux temps libres CAF,
- Aide aux vacances enfants CAF,
- Tickets Loisirs MSA,
- Bons colonies MSA,
- Chèques vacances ANCV,
- Chèques collège, sous couvert du Conseil Départemental.
- Paiement en ligne / Télépaiement par internet (Carte bleue et prélèvement)
- E-Pass (Région)

Elles seront perçues contre remise à l'utilisateur d'une quittance.

ARTICLE 6 – Il est créé des sous-régies de recettes dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif des sous-régies.

ARTICLE 7 – Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 600 €. Un fonds de caisse d'un montant de 60€ est mis à disposition du régisseur : 12€ pour le régisseur principal et 12€ pour chaque mandataire.

ARTICLE 8 – Le régisseur est tenu de verser au Trésor Public le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et tous les justificatifs des opérations de recettes à chaque dépôt, et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 9 – Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 – Le régisseur sera assisté d'un ou plusieurs mandataires suppléants dont l'intervention a lieu dans les conditions fixées dans l'acte de nomination.

ARTICLE 11 – Depuis la mise en place du RIFSEEP et en application du décret 2014-513 du 20 avril 2014, l'indemnité de régisseur est intégrée au montant attribué au RIFSEEP.

De ce fait, aucune autre indemnité ne sera attribuée au titulaire de la régie ;

ARTICLE 12 – Les mandataires suppléants ne percevront pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 – Un compte de dépôts de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie de La Flèche.

ARTICLE 14 – Le Président de la Communauté de Communes Sud Sarthe et le comptable public assignataire de la Trésorerie de La Flèche sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 15 – Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés de la Communauté de Communes et copie sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de la Sarthe,
- Monsieur le comptable public.

Arrêté n° 2020 – 039 – PRE du 03 août 2020

Objet : ARRETE PORTANT ACTE CONSTITUTIF DE SOUS-REGIES DE RECETTES JEUNESSE POUR LA GESTION DES ACTIVITES JEUNESSE

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD SARTHE,

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'arrêté n° 2017-09-PRE en date du 16 juin 2017 instituant une régie de recettes JEUNESSE n°55019 ;

VU l'arrêté n° 2018-01-PRE en date du 11 juin 2018 portant avenant n°1 à l'acte constitutif ;

VU l'arrêté n° 2018-19-PRE en date du 26 décembre 2018 portant avenant n°2 à l'acte constitutif ;

VU l'arrêté n° 2020-038 PRE en date du 03 août 2020 portant avenant n°3 à l'acte constitutif ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 1^{er} juillet 2020 ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – Il est institué des sous-régies de recettes pour la gestion des activités JEUNESSE auprès du service Jeunesse de la Communauté de Communes Sud Sarthe.

ARTICLE 2 – Les sous-régies de recettes sont installées :

- A l'espace jeunes-Rue Crétois-72800 LE LUDE
- A l'espace jeunes-Maison de l'enfance-Route de Requeil-72330 YVRE LE POLIN
- A l'espace jeunes-Place de la bascule-72360 MAYET
- « Savoir Nager » : Piscines de MANSIGNE ou de MAYET ou du LUDE ou LUCHE-PRINGE.

ARTICLE 3 – La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année.

ARTICLE 4 – Les sous-régies encaissent les produits suivants :

- Recettes liées au fonctionnement des activités jeunesse,
- Recettes liées au fonctionnement des séjours ados,
- Recettes liées aux activités sportives jeunesse,
- Adhésion annuelle au PASS Jeunes

ARTICLE 5 – Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Aides aux temps libres CAF,
- Aide aux vacances enfants CAF,
- Tickets Loisirs MSA,
- Bons colonies MSA,
- Chèques vacances ANCV,
- Chèques collège, sous couvert du Conseil Départemental.
- Paiement en ligne / Télépaiement par internet (Carte bleue et prélèvement)
- E-PASS (Région)

Elles seront perçues contre remise à l'utilisateur d'une quittance.

ARTICLE 6 – Un fonds de caisse d'un montant de 12€ est mis à disposition de chaque mandataire.

ARTICLE 7 – Le montant maximum de l'encaisse que les mandataires titulaires sont autorisés à conserver est fixé à 700€ par mandataire titulaire.

ARTICLE 8 – Les mandataires sont tenus de verser le montant de l'encaisse au régisseur titulaire dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et tous les justificatifs des opérations de recettes à chaque dépôt et ce au minimum une fois par mois.

ARTICLE 9– Le Président de la Communauté de Communes Sud Sarthe et le comptable public assignataire de la Trésorerie de La Flèche sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 2020 – 040 – PRE du 03 août 2020

Objet : ARRETE PORTANT NOMINATION DU REGISSEUR REGIE DE RECETTES JEUNESSE
N°55019 POUR LA GESTION DES ACTIVITES JEUNESSE

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD SARTHE,

VU l'arrêté n° 2017-09-PRE en date du 16 juin 2017 instituant une régie de recettes JEUNESSE n°55019 ;

VU l'arrêté n° 2018-01-PRE en date du 11 juin 2018 portant avenant n°1 à l'acte constitutif ;

VU l'arrêté n° 2018-19-PRE en date du 26 décembre 2018 portant avenant n°2 à l'acte constitutif ;

VU l'arrêté n° 2020-038-PRE en date du 03 août 2020 portant avenant n°3 à l'acte constitutif ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 1^{er} juillet 2020 ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – Madame Elisabeth HOUVRARD est nommée, à compter du 1^{er} juin 2020 2020, régisseur titulaire de la régie de recettes JEUNESSE pour la gestion des activités jeunesse avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci ;

ARTICLE 2 – A compter du 1^{er} juin 2020, en cas d'absence pour maladie, congés ou tout autre empêchement exceptionnel, Madame Elisabeth HOUVRARD sera remplacée par Madame Valérie MATARD, régisseur suppléant ;

A compter du 1^{er} juin 2020, il est mis fin aux fonctions d'Elodie LARUE, de Jérôme GAUBERT et de Thomas HERON.

ARTICLE 3 – Madame Elisabeth HOUVRARD est astreinte à constituer un cautionnement d'un montant de 460 € ;

ARTICLE 4 – Depuis la mise en place du RIFSEEP et en application du décret 2014-513 du 20 avril 2014, l'indemnité de régisseur est intégrée au montant attribué au RIFSEEP.
De ce fait, aucune autre indemnité ne sera attribuée au titulaire de la régie ;

ARTICLE 5 – Madame Valérie MATARD, régisseur suppléant, ne percevra pas d'indemnité de responsabilité ;

ARTICLE 6 – Madame Elisabeth HOUVRARD, régisseur titulaire, et Madame Valérie MATARD, régisseur suppléant, sont conformément à la réglementation en vigueur personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués ;

ARTICLE 7 – Madame Elisabeth HOUVRARD, régisseur titulaire, et Madame Valérie MATARD, régisseur suppléant, ne doivent pas percevoir des sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal ;

ARTICLE 8 – Madame Elisabeth HOUVRARD, régisseur titulaire, et Madame Valérie MATARD, régisseur suppléant, sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés ;

ARTICLE 9 – Madame Elisabeth HOUVRARD, régisseur titulaire, et Madame Valérie MATARD, régisseur suppléant, sont tenus d'appliquer chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle de 06-031 A-B-M du 21 avril 2006.

Arrêté n° 2020 – 041 – PRE du 03 août 2020

Objet : ARRETE PORTANT NOMINATION DES MANDATAIRES DES SOUS-REGIES DE LA REGIE DE RECETTES JEUNESSE N°55019 POUR LA GESTION DES ACTIVITES JEUNESSE

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD SARTHE,

VU l'arrêté n° 2017-09-PRE en date du 16 juin 2017 instituant une régie de recettes JEUNESSE n°55019 ;

VU l'arrêté n° 2018-01-PRE en date du 11 juin 2018 portant avenant n°1 à l'acte constitutif ;

VU l'arrêté n° 2018-19-PRE en date du 26 décembre 2018 portant avenant n°2 à l'acte constitutif ;

VU l'arrêté n° 2020-038 PRE en date du 03 août 2020 portant avenant n°3 à l'acte constitutif ;

VU l'arrêté N° 2020-039-PRE en date du 03 août 2020 instituant des sous-régies de recettes de la régie de recette JEUNESSE ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 1^{er} juillet 2020 ;

VU l'avis conforme du régisseur en date du 1^{er} juillet 2020 ;

VU l'avis conforme du régisseur suppléant en date du 1^{er} juillet 2020 ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – Les personnes figurant au tableau ci-dessous sont nommées mandataires pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie JEUNESSE, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci ;

REGIE DE RECETTE JEUNESSE N°55019			
A COMPTER DU 1 ^{er} JANVIER 2020			
Régie principale	Régisseur titulaire	Régisseur suppléant	Adresse du site de la régie principale
	Élisabeth HOVRARD	Valérie MATARD	Allée de l'ancienne gare - 72800 LE LUDE
Sous- régies	Mandataires	Adresses des sites des sous-régies	
	1 Baptiste JEAN	ESPACE JEUNES-RUE CRETOIS-72800 LE LUDE	
	2 Guillaume GASNIER	ESPACE JEUNES-MAISON DE L'ENFANCE-ROUTE DE GENNETEIL-72330 YVRE-LE-POLIN	
	3 Laure CAIGNART	ESPACE JEUNES-PLACE DE LA BASCULE-72360 MAYET	
	4 Nicolas BONNET	Piscines de MANSIGNE ou MAYET ou LE LUDE ou LUCHE-PRINGE	

ARTICLE 2 – Les mandataires ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif des sous-régies, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code pénal ;

Ils doivent les encaisser selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif des sous-régies ;

ARTICLE 3 – Les mandataires sont tenus d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle de 06-031 A-B-M du 21 avril 2006.

Arrêté n° 2020 – 042 - PRE du 03 août 2020

Objet : ARRETE PORTANT SUPPRESSION DE LA RÉGIE DE RECETTES ENFANCE SCOLAIRE N°55018

LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUD SARTHE

Vu le code général des collectivités territoriales en ses articles R-1617-1 à 18 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le code général des collectivités territoriales et complétant le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n°06-031-A6B6M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Il est décidé la suppression de la régie de recettes n°55018 ENFANCE SCOLAIRE de la Communauté de Communes Sud Sarthe créée par arrêté n°2017-08-PRE du 16 juin 2017.

ARTICLE 2 - La suppression de cette régie prendra effet au 31 août 2020.

ARTICLE 3 - Le Directeur général et le comptable du Trésor auprès de la Communauté de Communes Sud Sarthe sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté à compter de sa date de signature et dont une ampliation sera adressée aux régisseur titulaire et mandataire suppléant.

DELEGATIONS AU BUREAU

BUREAU COMMUNAUTAIRE DU 03 JUIN 2020

2020-DB-023 : Bâtiment à vocation économique Loirécopark : actualisation de la demande de subvention

Monsieur le Président rappelle les délibérations 2019-DB-22 du 23 mai 2019 et n°2019-DC-153 du 19 décembre 2019 sollicitant la Région dans le cadre du Contrat Territorial Rural (CTR).

Compte tenu des dépenses de voirie non éligibles, des frais d'acquisition du terrain revus à la baisse et du rajout d'un lot « Panneaux Photovoltaïques, il y a lieu d'actualiser la demande de subvention en y intégrant le plan de financement ci-après :

BATIMENTS A VOCATION ECONOMIQUE-LOIRECOPARK-VAAS PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

INTITULE DES DEPENSES	DEPENSES H.T.	INTITULE DES RECETTES	RECETTES ATTENDUES
Frais liés aux travaux		CTR	614 071,00
Honoraires maître d'œuvre	45 803,00	DETR	350 000,00
Acquisition terrain	52 850,00		0,00
SPS-CT	8 000,00	Sous total (1)	964 071,00
Orange-ENEDIS	25 000,00		
Etude de sol	4 000,00	F.C.T.V.A	0,00
Relevé topo	4 000,00	Sous total (2)	0,00
Parutions Médialex	1 000,00	Autofinancement prévu	0,00
Marché de travaux (hors voirie)	964 151,00	Financement à trouver	291 733,00
Travaux photovoltaïques	151 000,00	Sous Total (3)	291 733,00
TOTAL	1 255 804,00	TOTAL	1 255 804,00

Compte tenu de ces éléments, les membres du Bureau Communautaire décident :

- **D'APPROUVER** le plan de financement présenté,
- **D'AUTORISER** le Président à actualiser le dossier au titre du C.T.R,
- **D'AUTORISER** le Président à signer l'ensemble des pièces en lien avec ce dossier.

2020-DB-024 : Demande de subvention LEADER pour le projet « Aménagement d'un bâtiment communal en école de musique et pratiques artistiques et culturelles »

Monsieur le Président rappelle que certains projets communaux et intercommunaux peuvent bénéficier de soutien de l'Europe (fonds FEADER) via le programme LEADER 2014-2020.

Le projet « Aménagement d'un bâtiment communal en école de musique et pratiques artistiques et culturelles » est éligible au regard de la fiche action n°9 « Améliorer le cadre de vie » de la stratégie locale du développement du GAL Pays Vallée du Loir dans le programme LEADER 2014-2020.

Vu le plan de financement présenté ci-dessous,

Budget prévisionnel :

Dépenses	Montant H.T.	Ressources	Montant
Travaux	794 815,79	Région (NCR)	254 575,00
		DETR	220 000,00
		Conseil Départemental	75 000,00
		Europe (LEADER)	40 000,00
		Commune	10 000,00
		Autofinancement	195 240,79
TOTAL	794 815,79	TOTAL	794 815,79

Monsieur le Président précise que ce plan de financement est prévisionnel, et que dans le cas où l'aide FEADER ou autres subventions ne seraient pas attribuées en totalité, la Communauté de Communes Sud Sarthe augmenterait sa part d'autofinancement.

Compte tenu de ces éléments, le bureau communautaire :

- **APPROUVE** le projet et son plan de financement,
- **AUTORISE** le Président à solliciter le programme Leader pour une subvention à hauteur de 40 000€,
- **AUTORISE** le Président à signer tous les documents en lien avec cette demande.

BUREAU COMMUNAUTAIRE DU 26 AOUT 2020

2020-DB-025 : Multi-accueil Pontvallain-Lot 06 Menuiseries extérieures : Pénalités de retard

Monsieur le Président expose que l'entreprise BARBIER était titulaire du lot menuiseries extérieures sur le multi-accueil PONTVALLAIN. Face aux retards accumulés de l'entreprise et malgré plusieurs relances de l'architecte, conformément à l'article 6.3.3 du CCAP, il est proposé au bureau communautaire d'appliquer des pénalités de retard à hauteur de 2 500€ H.T.

Après en avoir délibéré, le Bureau Communautaire :

- **DECIDE** d'appliquer des pénalités de retard à hauteur de 2 500€ H.T.

2020-DB-026 : Prêt d'honneur Initiative Sarthe : Monsieur CALERO

Monsieur Romain CALERO, demeurant sur la Commune de Château-l'Hermitage a présenté son projet d'ouverture d'une épicerie ambulante sur les communes du Sud Sarthe, lors d'un comité Initiative Sarthe organisé en visio-conférence, le jeudi 18 juin 2020.

Après la présentation devant le jury, son dossier a reçu un avis favorable de prêt d'honneur du comité d'agrément « Initiative Sarthe ».

La Communauté de Communes a signé une convention de prêt d'honneur avec Initiative Sarthe.

Dans le cadre de la convention, il est proposé de lui accorder un prêt complémentaire de 1 000 euros.

Compte tenu de ces informations, le Bureau Communautaire décide :

- d'**ACCORDER** un prêt d'honneur complémentaire de 1 000 euros à Monsieur Romain CALERO pour son projet d'ouverture d'une épicerie ambulante sur les communes du Sud Sarthe.
- de **DONNER** tout pouvoir au Président pour signer tous les documents en lien avec ce dossier.

Préambule à la séance

Il est précisé que les points inscrits à l'ordre du jour ont été présentés en séance de bureau du 26 août 2020.

SOMMAIRE

2020-DC-124 Désignation des membres des commissions thématiques

2020-DC-125 Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) : proclamation des membres

2020-DC-126 Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) : proposition des membres suite au renouvellement des élus communautaires

2020-DC-127 Instauration d'une conférence des maires

2020-DC-128 Actes de transfert de propriété au profit de la Communauté de Communes Sud Sarthe

2020-DC-129 Répartition dite « libre » du FPIC 2020

2020-DC-130 Groupement de commande « Entretien et aménagement de voirie » : désignation du coordonnateur

2020-DC-131 Adhésion à un groupement de commande pour les travaux d'entretien et d'aménagement de la voirie communale et intercommunale-Programme 2021/2022

2020-DC-132 Syndicat Mixte du Val de Loir : désignation des membres au comité consultatif

2020-DC-133 Subventions aux associations « Radios Locales »

2020-DC-134 Acquisition de parcelles sur la Zone Belle Croix pour une extension de la zone de Belle Croix 2

2020-DC-135 Cession à la commune de Vaas de la parcelle n° ZN 473

2020-DC-136 Instauration de la taxe de séjour communautaire au réel

ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE

POLE ADMINISTRATION GENERALE ET MOYENS GENERAUX

Administration Générale

1. Compositions des commissions thématiques

Monsieur le Président rappelle que le conseil communautaire, dans sa séance du 23 juillet 2020, a décidé de créer les 10 commissions thématiques suivantes :

- 1) Economie - Emploi
- 2) Développement Touristique
- 3) Finances – Budgets – Pacte Financier et Fiscal
- 4) Ressources Humaines – Coopération territoriale (schéma de mutualisation)
- 5) Cohésion Sociale & Santé
- 6) Famille, Petite enfance, Enfance Jeunesse
- 7) Développement Culturel – Soutien aux associations Culturelles & Sportives
- 8) Environnement (SPANC, GEMAPI) & suivi technique des bâtiments intercommunaux
- 9) Aménagement du territoire (Opérations de revitalisation des territoires, Mobilités, PLUi) & politiques contractuelles
- 10) Communication et Marketing Territorial

Il a également été validé les principes de composition suivants :

- 1 Elu maximum par commune
- Nombre de membres par commission :
 - * Maximum 19 membres + le président de la commission
 - * Minimum 12 membres
- 1 Vice-Président pourra siéger dans 2 autres commissions maximum
- Chaque délégué communautaire pourra siéger dans 3 commissions maximum
- Chaque conseiller municipal pourra siéger dans 1 commission maximum en respectant le 1^{er} point (maxi 1 élu par commune/commission)

Monsieur le Président rappelle que les communes ont reçu en date du 23 juillet 2020 une fiche à compléter afin de désigner un élu dans chaque commission. Cette fiche était à retourner pour le 15 août 2020.

Compte-tenu du retour des communes, la liste des membres dans chacune des commissions serait la suivante :

COMMISSIONS	MEMBRES						Nbre
ECONOMIE EMPLOI	François BOUSSARD	Claude PESLERBE	Jean-Luc LORIOT	Jérôme HODEMON	Nicolas MOURIER		15
	Philippe DELAUNAY	Roger FRESNEAU	Cassandra BOURMAULT	Clément HERIN	Jean GOUBAND		
	Eric LOYAU	Corinne LUPI	Nadège CARREAU	Isabelle FRESNAY	Dominique PAQUET		
DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	Marc LESSCHAEVE	Yves HUBERT	Jean-Luc LORIOT	Valérie IGLESIAS	Alexandre LE BONHOMME	Dominique PAQUET	17
	Béatrice LATOUCHE	Marie-Laure BERTRON	Eric MARTINEAU	Christiane MARTIN	Laurence GERVAIS	Hubert DUFOUR	
	Maëlle MARCHAND	Gérard ROCTON	Guy HERIN	Lydia ROBINEAU	Jean GOUBAND		
FINANCES-BUDGETS-PACTE FINANCIER ET FISCAL	Ghislaine LEVIAU	Antony ROUSSEAU	Monique ROUSSEAU	Maryvonne RENAUDIN	Vanessa MARTINEAU	Michel TESSIER	18
	Michel NERON	Pierre OUVARD	Emmanuel JACQUELIN	Danielle HERISSÉ	Mireille LEGER	Odile GAUTIER	
	Marc LESSCHAEVE	Christian LELARGE	Claire MARREAU	Béatrice GALLET	Vincent GUERANGER	Yves LE BOUFFANT	
RESSOURCES HUMAINES COOPERATION TERRITORIALE (Schéma de mutualisation)	Jean-Luc LORIOT	Vincent ROSTAING	Elodie LEFFRAY	Mickaël ALLARD	Catherine JAMIN		13
	Corinne BOUREL	Valérie IGLESIAS	Angélique GOUTARD	Michel TESSIER			
	Pierre OUVARD	Xavier GAYAT	Ghislaine LEVIAU	Pascal FORNESI			
COHESION SOCIALE & SANTE	Pierre OUVARD	Marie-Claire LEPLET	Michèle LANDAIS	Stéphane BROCHARD	Delphine PIRES-MARTINS	Ludwig CUASNET	16
	Roland FRIZON	Thierry CHANTOISEAU	Isabelle DAVID	Eveline FRANCOIS	Monique DELAPORTE		
	Lyne DEBERT	Roger FRESNEAU	Xavier GAYAT	Marie-Agnès CAYRON	Vanessa MOLINA		
FAMILLE-PETITE ENFANCE-ENFANCE JEUNESSE	Béatrice LATOUCHE	Cécilia PAPIN	Audrey COURONNE	Maryvonne RENAUDIN	Céline HOUR	Ludovic BRAUD	18
	Ingrid LIENARD	Delphine BAREAU	Marie MUSSET	Stéphanie PINIER	Sandie HOËT	Aurélien LEBARBIER	
	Séverine BODRAIS	Monique DAVID	Florence ROGER	Charles LERAT	Mathilde GAILLAT	Graziella CHAPIN	
DEVELOPPEMENT CULTUREL-SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES ET SPORTIVES	Eric MARTINEAU	Maxence ARNOULD	Alain CHEVALLIER	Loïc THÉRIAU	Nadia GOUSSIN	Bénédicte LEGER	18
	Laurence HUTEREAU	Nathalie JARROSSAY	Anthony CHEDANE	Christiane MARTIN	Mireille LEGER	Haudrey LORI	
	Gilles GUYARD	Francis BELLENCONTRE	Philippe LAUNAY	Jérôme HODEMON	Arnaud HENRY	Didier BUSSONNAIS	
ENVIRONNEMENT (SPANC- GEMAPI-OM) & SUIVI TECHNIQUE DES BATIMENTS INTERCOMMUNAUX	Yves LE BOUFFANT	Eric LOYAU	Christophe VOISIN	Romain DESMARES	Mickaël GASCOGNE	Pascal PONTONNIER	18
	Jean-Claude AMY	Thierry CHANTOISEAU	Guillaume BOUTIGNON	Gilles LESEVE	Siebe POSTMA	Yvan CHAILLEUX	
	Christian LEROY	Denis GRANDDET	Emile GUILLON	Stéphane PEAN	Olivier CARRÉ	Odile GAUTIER	
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE & POLITIQUES CONTRACTUELLES	Catherine DONNÉ	Eric LOYAU	Xavier GAYAT	Gilles BLANCHARD	Alain RUNGET	Dominique PAQUET	17
	Louis-Jean de NICOLAY	Thierry CHANTOISEAU	Eric MARTINEAU	Stéphane PEAN	Olivier POUSSE	Yves LE BOUFFANT	
	Jean-Denis BOUDVIN	Gérard RENVAZÉ	Christiane LEQUIMENER	Lydia ROBINEAU	Xavier DE MARNHAC		
COMMUNICATION & MARKETING TERRITORIAL	Nicolas MOURIER	Antony ROUSSEAU	Elisabeth HOUVRARD	Nicolas LEGEARD	Janick LEBOUÇ	Francis POUSSIER	16
	Roland FRIZON	Delphine BAREAU	Thierry LECERF	Nathacha JAMONEAU	Eric HEMON		
	Jean-Luc BLANCHARD	Claudine PICARD	Mélanie GRUDÉ	Frédéric BUZANCE	Yannick PIERRON		

* Le Président sera convié d'office à l'ensemble des commissions

Mr HUBERT rejoint l'assemblée avant la mise au vote de la délibération.

Délibération

2020-DC-124 : Désignation des membres des commissions thématiques

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-21, L.2121-22 et L.5211-1 ;

Vu la délibération 2020-DC-094 du 23 juillet 2020 instituant la création de 10 commissions thématiques,

Considérant qu’au regard des articles énoncés ci-dessus, la composition des commissions doit « respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l’expression pluraliste des élus » ;

Considérant que la désignation des membres est faite par vote à bulletins secrets, sauf si le conseil décide à l’unanimité, de ne pas y procéder ;

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Communautaire décident de :

- **PROCEDER** à la désignation des membres de commission au scrutin ordinaire,
- **PROCLAMER** les élus suivants dans les commissions thématiques :

COMMISSIONS	MEMBRES						Nbre
ECONOMIE EMPLOI	François BOUSSARD	Claude PESLERBE	Jean-Luc LORIOT	Jérôme HODEMON	Nicolas MOURIER		15
	Philippe DELAUNAY	Roger FRESNEAU	Cassandra BOURMAULT	Clément HERIN	Jean GOUBAND		
	Eric LOYAU	Corinne LUPI	Nadège CARREAU	Isabelle FRESNAY	Dominique PAQUET		
DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	Marc LESSCHAEVE	Yves HUBERT	Jean-Luc LORIOT	Valérie IGLESIAS	Alexandre LE BONHOMME	Dominique PAQUET	17
	Béatrice LATOUCHE	Marie-Laure BERTRON	Eric MARTINEAU	Christiane MARTIN	Laurence GERVAIS	Hubert DUFOUR	
	Maëlle MARCHAND	Gérard ROCTON	Guy HERIN	Lydia ROBINEAU	Jean GOUBAND		
FINANCES-BUDGETS-PACTE FINANCIER ET FISCAL	Ghislaine LEVIAU	Antony ROUSSEAU	Monique ROUSSEAU	Maryvonne RENAUDIN	Vanessa MARTINEAU	Michel TESSIER	18
	Michel NERON	Pierre OUVARD	Emmanuel JACQUELIN	Danielle HERISSÉ	Mireille LEGER	Odile GAUTIER	
	Marc LESSCHAEVE	Christian LELARGE	Claire MARREAU	Béatrice GALLET	Vincent GUERANGER	Yves LE BOUFFANT	
RESSOURCES HUMAINES COOPERATION TERRITORIALE (Schéma de mutualisation)	Jean-Luc LORIOT	Vincent ROSTAING	Elodie LEFFRAY	Mickaël ALLARD	Catherine JAMIN		13
	Corinne BOUREL	Valérie IGLESIAS	Angélique GOUTARD	Michel TESSIER			
	Pierre OUVARD	Xavier GAYAT	Ghislaine LEVIAU	Pascal FORNESI			
COHESION SOCIALE & SANTE	Pierre OUVARD	Marie-Claire LEPLET	Michèle LANDAIS	Stéphane BROCHARD	Delphine PIRES-MARTINS	Ludwig CUASNET	16
	Roland FRIZON	Thierry CHANTOISEAU	Isabelle DAVID	Eveline FRANCOIS	Monique DELAPORTE		
	Lyne DEBERT	Roger FRESNEAU	Xavier GAYAT	Marie-Agnès CAYRON	Vanessa MOLINA		
FAMILLE-PETITE ENFANCE-ENFANCE JEUNESSE	Béatrice LATOUCHE	Cécilia PAPIN	Audrey COURONNE	Maryvonne RENAUDIN	Céline HOUR	Ludovic BRAUD	18
	Ingrid LIENARD	Delphine BAREAU	Marie MUSSET	Stéphanie PINIER	Sandie HOËT	Auréli LEBARBIER	
	Séverine BODRAIS	Monique DAVID	Florence ROGER	Charles LERAT	Mathilde GAILLAT	Graziella CHAPIN	
DEVELOPPEMENT CULTUREL-SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES ET SPORTIVES	Eric MARTINEAU	Maxence ARNOULD	Alain CHEVALLIER	Loïc THÉRIAU	Nadia GOUSSIN	Bénédicte LEGER	18
	Laurence HUTEREAU	Nathalie JARROSSAY	Anthony CHEDANE	Christiane MARTIN	Mireille LEGER	Haudrey LORI	
	Gilles GUYARD	Francis BELLENCONTRE	Philippe LAUNAY	Jérôme HODEMON	Arnaud HENRY	Didier BUSSONNAIS	
ENVIRONNEMENT (SPANC-GEMAPI-OM) & SUIVI TECHNIQUE DES BATIMENTS INTERCOMMUNAUX	Yves LE BOUFFANT	Eric LOYAU	Christophe VOISIN	Romain DESMARES	Mickaël GASCOGNE	Pascal PONTONNIER	18
	Jean-Claude AMY	Thierry CHANTOISEAU	Guillaume BOUTIGNON	Gilles LESEVE	Siebe POSTMA	Yvan CHAILLEUX	
	Christian LEROY	Denis GRANDET	Emile GUILLON	Stéphane PEAN	Olivier CARRÉ	Odile GAUTIER	
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE & POLITIQUES CONTRACTUELLES	Catherine DONNÉ	Eric LOYAU	Xavier GAYAT	Gilles BLANCHARD	Alain RUNGET	Dominique PAQUET	17
	Louis-Jean de NICOLAY	Thierry CHANTOISEAU	Eric MARTINEAU	Stéphane PEAN	Olivier POUSSE	Yves LE BOUFFANT	
	Jean-Denis BOUDVIN	Gérard RENVAZÉ	Christiane LEQUIMENER	Lydia ROBINEAU	Xavier DE MARNHAC		
COMMUNICATION & MARKETING TERRITORIAL	Nicolas MOURIER	Antony ROUSSEAU	Elisabeth HOUVRARD	Nicolas LEGEARD	Janick LEBOUÇ	Francis POUSSIER	16
	Roland FRIZON	Delphine BAREAU	Thierry LECERF	Nathacha JAMONEAU	Eric HEMON		
	Jean-Luc BLANCHARD	Claudine PICARD	Mélanie GRUDÉ	Frédéric BUZANCE	Yannick PIERRON		

* Le Président sera convié d'office à l'ensemble des commissions

- **DONNER** tout pouvoir à Monsieur le Président pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Unanimité

Le Président informe l'assemblée des dates des 1ères commissions :

COMMISSIONS	
ECONOMIE EMPLOI	Jeudi 10 septembre 18h à Mansigné
DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	Mercredi 16 septembre à 18h à Luché-Pringé
FINANCES-BUDGETS-PACTE FINANCIER ET FISCAL	Mercredi 09 septembre 18h à Vaas
RESSOURCES HUMAINES COOPERATION TERRITORIALE (Schéma de mutualisation)	Jeudi 24 septembre à 18h à Château-l'Hermitage
COHESION SOCIALE & SANTE	Mardi 06 octobre à 18h à Mayet
FAMILLE-PETITE ENFANCE-ENFANCE JEUNESSE	Mardi 15 septembre à 18h au Lude
DEVELOPPEMENT CULTUREL-SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES ET SPORTIVES	Lundi 28 septembre à 18h à Chenu
ENVIRONNEMENT (SPANC-GEMAPI-OM) & SUIVI TECHNIQUE DES BATIMENTS INTERCOMMUNAUX	Mercredi 30 septembre à 18h à Sarcé
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE & POLITIQUES CONTRACTUELLES	Mardi 22 septembre à 18h à Yvré-le-Pôlin
COMMUNICATION & MARKETING TERRITORIAL	Lundi 21 septembre à 18h à Loirecopark

2. Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)- (IV de l'article 1609 nonies C du CGI) : proclamation des membres

Monsieur le Président rappelle que le conseil communautaire, en séance du 23 juillet 2020, a instauré la Commission Locale des Charges transférée (CLECT) et a fixé à 19 le nombre de membres titulaires et à 19 le nombre de membres suppléants.

Chaque commune a reçu, le 23 juillet 2020, une fiche à compléter afin de constituer la liste des 19 membres titulaires et suppléants. Cette fiche était à retourner pour le 15 août 2020.

Sur proposition des communes, le Président dresse la liste des membres qui composeront la Commission Locale des Charges transférée (CLECT).

COMMUNE	TITULAIRES		SUPPLEANT	
	NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
AUBIGNE-RACAN	MOURIER	Nicolas	DE MARNHAC	Xavier
LA BRUERE-SUR-LOIR	PAQUET	Dominique	GAUTIER	Odile
LA CHAPELLE-AUX-CHOUX	GUILLON	Emile	JACQUELIN	Emmanuel
CHÂTEAU-L'HERMITAGE	LORIOT	Jean-Luc	ROUSSEAU	Monique
CHENU	MARTINEAU	Eric	AVRIL	Jean-Pierre
COULONGE	LE BOUFFANT	Yves	ROBLIN	Jean-Pierre
LUCHE-PRINGE	LESSCHAEVE	Marc	LEROY	Christian
LE LUDE	LATOUCHE	Béatrice	BOUREL	Corinne
MANSIGNE	BOUSSARD	François	IGLESIAS	Valérie
MAYET	OUVRARD	Pierre	PESLERBE	Claude
PONTVALLAIN	GAYAT	Xavier	RENAUDIN	Maryvonne
REQUEIL	MARTIN	Christiane	PEAN	Stéphane
SARCE	FRESNEAU	Roger	DUVAL	Michel
ST GERMAIN-D'ARCE	ROUSSEAU	Antony	LOYAU	Eric
ST JEAN-DE-LA-MOTTE	ROUZIES	Hervé	PERPOIL	Jean-Pierre
SAVIGNE-SOUS-LE-LUDE	ROBINEAU	Lydia	HODEMON	Jérôme
VAAS	LEVIAU	Ghislaine	MARTINEAU	Vanessa
VERNEIL-LE-CHETIF	ALLARD	Mickaël	LEGER	Mireille
YVRE-LE-POLIN	LELARGE	Christian	DONNÉ	Catherine

Délibération

2020-DC-125 : Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)- (IV de l'article 1609 nonies C du CGI) : proclamation des membres

Vu la délibération n°2020-DC-101 du 23 juillet 2020 instaurant la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) et fixant la composition à 19 membres titulaires et suppléants,

Considérant les propositions des communes, et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide de :

- **PROCLAMER** les élus suivants membres de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées :

COMMUNE	TITULAIRES		SUPPLEANTS	
	NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
AUBIGNE-RACAN	MOURIER	Nicolas	DE MARNHAC	Xavier
LA BRUERE-SUR-LOIR	PAQUET	Dominique	GAUTIER	Odile
LA CHAPELLE-AUX-CHOUX	GUILLON	Emile	JACQUELIN	Emmanuel
CHÂTEAU-L'HERMITAGE	LORIOT	Jean-Luc	ROUSSEAU	Monique
CHENU	MARTINEAU	Eric	AVRIL	Jean-Pierre
COULONGE	LE BOUFFANT	Yves	ROBLIN	Jean-Pierre
LUCHE-PRINGE	LESSCHAEVE	Marc	LEROY	Christian
LE LUDE	LATOUCHE	Béatrice	BOUREL	Corinne
MANSIGNE	BOUSSARD	François	IGLESIAS	Valérie
MAYET	OUVRARD	Pierre	PESLERBE	Claude
PONTVALLAIN	GAYAT	Xavier	RENAUDIN	Maryvonne
REQUEIL	MARTIN	Christiane	PEAN	Stéphane
SARCE	FRESNEAU	Roger	DUVAL	Michel
ST GERMAIN-D'ARCE	ROUSSEAU	Antony	LOYAU	Eric
ST JEAN-DE-LA-MOTTE	ROUZIES	Hervé	PERPOIL	Jean-Pierre
SAVIGNE-SOUS-LE-LUDE	ROBINEAU	Lydia	HODEMON	Jérôme
VAAS	LEVIAU	Ghislaine	MARTINEAU	Vanessa

VERNEIL-LE-CHETIF	ALLARD	Mickaël	LEGER	Mireille
YVRE-LE-POLIN	LELARGE	Christian	DONNÉ	Catherine

- **DONNER** tout pouvoir à Monsieur le Président pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Unanimité

Le Président précise que la CLECT se réunira le mercredi 23 septembre à 14h à la salle des Tanneries à Aubigné-Racan (lieu à confirmer).

3. Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) : proposition de membres suite au renouvellement des élus communautaires

Monsieur le Président rappelle qu'une information a été donnée en bureau communautaire du 23 juillet 2020 sur la composition et le rôle de la Commission Intercommunale des Impôts Directs.

À l'issue des élections communautaires, un nouvel organe délibérant vient de prendre ses fonctions au sein de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

Conformément au 1 de l'article 1650 A du Code Général des Impôts (CGI), une commission intercommunale des impôts directs (CIID) doit être instituée dans chaque EPCI soumis de plein droit ou sur option au régime fiscal prévu à l'article 1609 nonies C du CGI. Cette commission est composée :

- **du président de l'EPCI ou de son adjoint délégué, président de la commission,**
- **de 10 commissaires titulaires et 10 commissaires suppléants.**

La durée du mandat des membres de la commission est la même que celle du mandat de l'organe délibérant.

Cette commission tient une place centrale dans la fiscalité d'impôt local : depuis la mise en œuvre au 1er janvier 2017 de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels, elle participe à la détermination des nouveaux paramètres départementaux d'évaluation (secteurs, tarifs ou coefficients de localisation).

La désignation des commissaires doit être effectuée par le directeur régional/départemental des finances publiques dans un délai de 2 mois à compter de l'installation de l'organe délibérant de l'EPCI suivant le renouvellement général des conseils municipaux. Elle est réalisée à partir d'une liste de contribuables, en nombre double, proposée sur délibération de l'organe délibérant.

Liste de membres proposés par les communes (rappel : les communes devaient désigner 1 membre titulaire et 1 membre suppléant par commune) :

COMMUNE	TITULAIRES		SUPPLEANT	
	NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
CC SUD SARTHE	BOUSSARD	François	LEVIAU	Ghislaine
AUBIGNE-RACAN	LEDUC	Bruno	MOURIER	Nicolas
LA BRUERE-SUR-LOIR	GAUTIER	Odile	MOINE	Catherine
LA CHAPELLE-AUX-CHOUX	GUILLON	Emile	JACQUELIN	Emmanuel
CHÂTEAU-L'HERMITAGE	ROUSSEAU	Monique	LORIOT	Jean-Luc
CHENU	MARTINEAU	Eric	AVRIL	Jean-Pierre
COULONGE	ROBLIN	Jean-Pierre	MEFFRAY	Bernard
LUCHE-PRINGE	LEROY	Christian	BOUDVIN	Jean-Denis
LE LUDE	LATOCHE	Béatrice	NERON	Michel
MANSIGNE	TAILLANDIER	Joël	MISTOUFLET	Victor
MAYET	LAFOIS	Jacqueline	GASNIER	Jean-François
PONTVALLAIN	GAYAT	Xavier	RENAUDIN	Maryvonne
REQUEIL	BLOSSIER	Laurent	ROHEE	Pascal
SARCE	FRESNEAU	Roger	DUVAL	Michel

ST GERMAIN-D'ARCE	ROUSSEAU	Antony	LOYAU	Eric
ST JEAN-DE-LA-MOTTE	COUBARD	Jacky	FOUCHER	Thierry
SAVIGNE-SOUS-LE-LUDE	ROBINEAU	Lydia	HODEMON	Jérôme
VAAS	BLANCHARD	Gilles	RAGNEAU	Morgane
VERNEIL-LE-CHETIF	LEGRAND	Didier	PIRES-MARTINS	Delphine
YVRE-LE-POLIN	TOUCHET	Bernard	PICARD	Claudine

Délibération

2020-DC-126 : Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) : proposition de membres suite au renouvellement des élus communautaires

Conformément au 1 de l'article 1650 A du Code Général des Impôts (CGI), une commission intercommunale des impôts directs (CIID) doit être instituée dans chaque EPCI soumis de plein droit ou sur option au régime fiscal prévu à l'article 1609 nonies C du CGI. Cette commission est composée :

- **du président de l'EPCI ou de son adjoint délégué, président de la commission,**
- **de 10 commissaires titulaires et 10 commissaires suppléants.**

La durée du mandat des membres de la commission est la même que celle du mandat de l'organe délibérant.

Cette commission tient une place centrale dans la fiscalité directe locale : depuis la mise en œuvre au 1er janvier 2017 de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels, elle participe à la détermination des nouveaux paramètres départementaux d'évaluation (secteurs, tarifs ou coefficients de localisation).

La désignation des commissaires doit être effectuée par le directeur régional/départemental des finances publiques dans un délai de 2 mois à compter de l'installation de l'organe délibérant de l'EPCI suivant le renouvellement général des conseils municipaux. Elle est réalisée à partir d'une liste de contribuables, en nombre double, proposée sur délibération de l'organe délibérant.

Vu les propositions de membres par les communes et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

- **PROPOSE** les personnes suivantes :

COMMUNE	TITULAIRES		SUPPLEANT	
	NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
CC SUD SARTHE	BOUSSARD	François	LEVIAU	Ghislaine
AUBIGNE-RACAN	LEDUC	Bruno	MOURIER	Nicolas
LA BRUERE-SUR-LOIR	GAUTIER	Odile	MOINE	Catherine
LA CHAPELLE-AUX-CHOUX	GUILLON	Emile	JACQUELIN	Emmanuel
CHÂTEAU-L'HERMITAGE	ROUSSEAU	Monique	LORIOT	Jean-Luc
CHENU	MARTINEAU	Eric	AVRIL	Jean-Pierre
COULONGE	ROBLIN	Jean-Pierre	MEFFRAY	Bernard
LUCHE-PRINGE	LEROY	Christian	BOUDVIN	Jean-Denis
LE LUDE	LATOCHE	Béatrice	NERON	Michel
MANSIGNE	TAILLANDIER	Joël	MISTOUFLET	Victor
MAYET	LAFOIS	Jacqueline	GASNIER	Jean-François
PONTVALLAIN	GAYAT	Xavier	RENAUDIN	Maryvonne
REQUEIL	BLOSSIER	Laurent	ROHEE	Pascal
SARCE	FRESNEAU	Roger	DUVAL	Michel
ST GERMAIN-D'ARCE	ROUSSEAU	Antony	LOYAU	Eric
ST JEAN-DE-LA-MOTTE	COUBARD	Jacky	FOUCHER	Thierry
SAVIGNE-SOUS-LE-LUDE	ROBINEAU	Lydia	HODEMON	Jérôme

VAAS	BLANCHARD	Gilles	RAGNEAU	Morgane
VERNEIL-LE-CHETIF	LEGRAND	Didier	PIRES-MARTINS	Delphine
YVRE-LE-POLIN	TOUCHET	Bernard	PICARD	Claudine

- **DONNE** tout pouvoir à Monsieur le Président pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Unanimité

4. Instauration d'une Conférence des maires

L'article L5211-11-3 du CGCT, créé par la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, instaure une conférence des maires, composée du président de l'EPCI à fiscalité propre, président de droit, et de tous les maires des communes membres.

Sa création est obligatoire sauf si le bureau de l'EPCI à fiscalité propre est déjà composé de l'ensemble des maires des communes membres.

Elle se réunit, sur un ordre du jour déterminé, à l'initiative du président de l'EPCI à fiscalité propre ou, dans la limite de 4 réunions par an, à la demande d'un tiers des maires.

Suite au bureau du 23 juillet, la création d'une conférence a été actée. Elle sera composée des 19 maires.

La Vice-Présidente en charge de l'aménagement du territoire sera conviée ainsi que le Sénateur, la Députée et la Conseillère Départementale.

Délibération

2020-DC-127 : Instauration d'une conférence des maires

L'article L 5211-11-3 du CGCT, créé par la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, instaure une conférence des maires, composée du président de l'EPCI à fiscalité propre, président de droit et tous les maires des communes membres.

Sa création est obligatoire, sauf si le bureau de l'EPCI à fiscalité propre est déjà composé de l'ensemble des maires des communes membres.

Elle se réunit, sur un ordre du jour déterminé, à l'initiative du président de l'EPCI à fiscalité propre, ou, dans la limite de 4 réunions par an, à la demande d'un tiers des maires.

Suite à l'élection des membres du bureau lors du conseil communautaire du 3 juillet dernier, Une conférence des maires doit être instaurée.

Seront également conviés à cette conférence, la Vice-Présidente en charge de l'aménagement du territoire, un Sénateur, le Députée de la circonscription et les Conseillers Départementaux.

Compte tenu de ces éléments et après en avoir délibéré les membres du Conseil Communautaire décident :

- **D'APPROUVER** la composition de la conférence des maires suivante :

COMMUNES	MAIRES
AUBIGNE-RACAN	MOURIER Nicolas
LA BRUERE-SUR-LOIR	PAQUET Dominique
LA CHAPELLE-AUX-CHOUX	GUILLON Emile
CHÂTEAU-L'HERMITAGE	LORIOT Jean-Luc
CHENU	MARTINEAU Eric
COULONGE	LE BOUFFANT Yves
LUCHE-PRINGE	LESSCHAEVE Marc
LE LUDE	LATOUCHE Béatrice
MANSIGNE	BOUSSARD François
MAYET	OUVRARD Pierre
PONTVALLAIN	GAYAT Xavier
REQUEIL	MARTIN Christiane
SARCE	FRESNEAU Roger

ST GERMAIN-D'ARCE	ROUSSEAU Antony
ST JEAN-DE-LA-MOTTE	GOUBAND Jean
SAVIGNE-SOUS-LE-LUDE	ROBINEAU Lydia
VAAS	LEVIAU Ghislaine
VERNEIL-LE-CHETIF	ALLARD Mickaël
YVRE-LE-POLIN	LELARGE Christian
AUTRES MEMBRES CONVIES	
LE DEPUTÉ DE LA CIRCONSCRIPTION	
UN SENATEUR	
LES CONSEILLERS DEPARTEMENTAUX DU CANTON	
LA VICE-PRESIDENTE DE LA C.C. SUD SARTHE EN CHARGE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	

- **D'INSTAURER** la conférence des maires telle que décrite ci-dessus

Unanimité

5. Actes de transfert de propriété au profit de la Communauté Communes Sud Sarthe

Suite à la fusion des Communautés de Communes Aune et Loir, du Bassin Ludois, du Canton de Pontvallain et à la dissolution du SDESS, des actes de transfert de propriété doivent être rédigés et signés afin d'apporter les biens appartenant aux anciennes collectivités à la Communauté de Communes Sud Sarthe.

La collectivité a donc missionné l'ATESART pour la rédaction de ces actes et il convient de désigner le représentant de la collectivité qui sera autorisé à les signer ; Mr BOUSSARD étant déjà signataire pour le compte de l'ATESART en tant que Président.

DESIGNATION DES BIENS TRANSFÉRÉS

- **Communauté de Communes Aune et Loir**
 - ✓ **Commune de MAYET (*parcelles transférées en pleine propriété*)**

Section	N°	Adresse	Surface	Désignation
AE	16	12 Avenue Max Boyer	40a 07ca	Maison de santé
AH	5	Rue des vignes	1a 80ca	ZA Vieux Moulin (bassin rétention + espace vert)
ZB	154	Allée de la treille	22a 73ca	

✓ **Commune d'AUBIGNE-RACAN** (*parcelles transférées en pleine propriété*)

Section	N°	Adresse	Surface	Désignation
AI	154	Le Camp	29a 76ca	Aire Gens du voyage
AB	454	L'Orrière	3a 09ca	Espace vert ZA
AD	75	5 rue des écoles	1a 23ca	Siège communautaire
AL	132	Les Boulas	12a 51ca	Route PremierTech
I	54	Les Boisselées	25a 25ca	Aire Gens du voyage
	55		55a 33ca	
	57		8a 23ca	
P	189	L'Ecobue	1ha 81a 20ca	ZA Ecobue
	356	Les Rompées	17a 40ca	
	402	La Lande Noire	17a 42ca	
	404	Le Clos de la Fraiche	11a 81ca	
	477		18a 41ca	

	478	La Basse Ecobue	26a 01ca	
	535	La Basse Ecobue	10a 11ca	
	536	La Basse Ecobue	58a 10ca	
		La Basse Ecobue		

➤ Communauté de Communes du Bassin Ludois

✓ **Commune de LUCHE-PRINGE** (*parcelles transférées en pleine propriété*)

Section	N°	Adresse	Surface	Désignation
AI	30	Chem fer La Flèche Aubigné	86a 30ca	Voie verte
	109	Chem fer La Flèche Aubigné	1ha 14a 34ca	
	115	Pièce du breil	1a 63ca	
F	172	Chem fer La Flèche Aubigné	83a 95ca	
YR	206	La Branchuère	84ca	
	208		8a 98ca	
	221		2a 16ca	
	222		33a 22ca	
YS	225		68ca	
	103	La gare	2ha 01a 57ca	
	127	Les chesnais	54ca	

✓ **Commune de LE LUDE** (*parcelles transférées en pleine propriété*)

Section	N°	Adresse	Surface	Désignation
F		Chem fer La Flèche Aubigné		Voie verte
	193	Chem fer La Flèche Aubigné	1ha 03a 83ca	
	195		97a 55ca	
	201	La pannetière	1a 91ca	
	204	Chem fer La Flèche Aubigné	9a 21ca	
	206		36a 45ca	
	207	Chem fer La Flèche Aubigné	5a 30ca	
	210	La pannetière	18ca	
	3	Maisonnnette de la gannetie	5a 50ca	Terrains La Pannetière
	4		6ha 61a 00ca	
	8	La Roche	68a 85ca	
		La grande pièce La pannetière		
G	388		75a 95ca	Voie verte
	389		1ha 26a 31ca	
	398	Ligne de la Flèche à Aubigné	46a 24ca	
	403		1ha 08a 65ca	
	417		54a 87ca	
	420		1ha 93a 69ca	
AH	461	Route de Saumur	1a 83ca	Voie verte

	478	Place du huit mai 1945	3a 97ca	Co working et pôle communautaire
	481	Place du huit mai 1945	26ca	
	482	Place du huit mai 1945	7ca	
	503	Place de la gare	35a 95ca	
	394	5T Boulevard Fisson	1a 74ca	
				Syndicat Val de Loir
AK	553	Chem fer La Flèche Aubigné	82a 06ca	Voie verte
	560	Rue Victor Emile Papin	13ca	
	604	Impasse du cheval noir	2a 73ca	
	607	Impasse du cheval noir	22ca	
	610	Impasse du cheval noir	82ca	
	612	Impasse du cheval noir	3a 68ca	
	615	Rue de la cave au coq	4a 32ca	
AL	261	Chem fer La Flèche Aubigné	1ha 77a 43ca	Voie verte
AM	138	Rue des mortes œuvres	38a 46ca	Aire des gens du voyage
	135	N10	71ca	
	136	Rue des mortes œuvres	21a 90ca	
	137	Rue des mortes oeuvres	10a 57ca	

E	968	Chem fer La Flèche Aubigné	1ha 47a 20ca	Voie verte
AH	393	7 Boulevard Fisson	56ca	Syndicat Val de Loir

➤ Communauté de Communes du Canton de Pontvallain

✓ **Commune de YVRE LE POLIN** (*parcelles transférées en pleine propriété*)

Section	N°	Adresse	Surface	Désignation
AB	359	9 rue du 08 mai	5a 80ca	Maison de santé
	363	Le Bourg	7a 26ca	

✓ **Commune de PONTVALLAIN** (*parcelles transférées en pleine propriété*)

Section	N°	Adresse	Surface	Désignation
G	622	La Guerinière	85a 61ca	Gymnase

✓ **Commune de MANSIGNE** (*parcelles transférées en pleine propriété pour les parcelles ZN 21 / 22 / 49 et moitié indivis pour la parcelle section ZN 50*)

Section	N°	Adresse	Surface	Désignation
ZN	21	Le Perray	15a 60ca	Village Chalets
	22	Le Perray	17a 40ca	
	49	Plan d'eau	1ha 21a 34ca	
	50	Plan d'eau	21a 86ca	

✓ **Commune de REQUEIL** (*parcelles transférées en pleine propriété*)

Section	N°	Adresse	Surface	Désignation
A	7	Sapinière de la touche	1ha 93a 65ca	ZA Belle Croix

	820	Pierre basse	5a 86ca	
	893	Pièce de la Herce	31ca	
	906	Pièce de la Herce	26ca	
	1018	La Boire	41a 83ca	
	1020	Pré de la boire	44a 27ca	

➤ Syndicat de Développement Economique du Sud Sarthe

Recensement des parcelles en cours

Délibération

2020-DC-128 : Actes de transfert de propriété au profit de la Communauté de Communes Sud Sarthe

À la fusion de la Communauté de Communes du Canton de Pontvallain, de la Communauté de Communes Aune et Loir, de la Communauté de Communes du Bassin Ludois en la Communauté de Communes Sud Sarthe et à la dissolution du SDESS, les biens sont restés propriété des entités. Les biens n'ont pas fait l'objet d'un transfert de droit à la Communauté de Communes.

L'ATESART est missionnée pour rédiger les actes de transfert de propriétés.

Le Président, en tant que Président de l'ATESART ne peut signer les actes de transfert.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

- **AUTORISE** le 1er Vice-Président, Marc LESSCHAEVE, à signer les actes de transfert de propriétés.

Unanimité

FINANCES - BUDGETS

6. Répartition dite « libre » du FPIC 2020

Suite à la réception du tableau de répartition du FPIC 2020, la répartition de droit commun des 708 178€ est établie de la façon suivante :

- Part EPCI : 226 273€
- Part communes membres : 481 905€

L'organe délibérant peut procéder à une répartition alternative du reversement dans un délai de 2 mois.

En respect du Débat d'Orientation Budgétaire 2020 et du vote du budget primitif 2020 intégrant ces recettes, le Président présente la répartition 2020 sur la base de 130 000€ de part communale conservée par l'EPCI (70 000€ pour les annuités d'emprunts relatives au numérique et 60 000€ pour le PLUi).

La nouvelle répartition serait la suivante :

- Part EPCI : 356 273€
- Part communes membres : 351 905€

La part relative aux communes membres serait répartie de la façon suivante :

	ANNEE 2019				ANNEE 2020			
	FPIC par commune prévu- Année 2019	% FPIC communal par commune	Part CC 2019 votée par les communes	Montant FPIC 2019 conservé par les communes	FPIC par commune prévu- Année 2020	% FPIC communal par commune	Proposition FPIC 2020 part communale à 130 000€ (70 000€ annuité numérique et 60 000€ PLUi)	Montant FPIC 2020 disponible par commune
AUBIGNE RACAN	36 894	8,01	14 654	22 240	38 110	7,91	10 281	27 829
BRUERE SUR LOIR	4 441	0,96	1 764	2 677	4 660	0,97	1 257	3 403
CHAPELLE AUX CHOUX	5 901	1,28	2 344	3 557	5 891	1,22	1 589	4 302
CHÂTEAU L'HERMITAGE	7 525	1,63	2 989	4 536	7 853	1,63	2 118	5 735
CHENU	8 704	1,89	3 457	5 247	8 697	1,80	2 346	6 351
COULONGE	14 102	3,06	5 601	8 501	14 466	3,00	3 902	10 564
LUCHE PRINGE	28 255	6,13	11 223	17 032	28 997	6,02	7 822	21 175
LE LUDE	60 074	13,04	23 861	36 213	62 015	12,87	16 729	45 286
MANSIGNE	32 920	7,15	13 076	19 844	34 335	7,12	9 262	25 073
MAYET	51 512	11,18	20 460	31 052	54 867	11,39	14 801	40 066
PONTVALLAIN	41 010	8,90	16 289	24 721	44 047	9,14	11 882	32 165
REQUEIL	31 592	6,86	12 548	19 044	32 354	6,71	8 728	23 626
SAINT GERMAIN D'ARCE	4 973	1,08	1 975	2 998	5 219	1,08	1 408	3 811
SAINT JEAN DE LA MOTTE	24 511	5,32	9 736	14 775	26 360	5,47	7 111	19 249
SARCE	7 268	1,58	2 887	4 381	7 875	1,63	2 124	5 751
SAVIGNE SOUS LE LUDE	9 356	2,03	3 716	5 640	10 011	2,08	2 701	7 310
VAAS	28 253	6,13	11 222	17 031	29 172	6,05	7 870	21 302
VERNEIL LE CHETIF	19 709	4,28	7 828	11 881	20 655	4,29	5 572	15 083
YVRE LE POLIN	43 732	9,49	17 370	26 362	46 321	9,61	12 496	33 825
TOTAL	460 732	100	183 000	277 732	481 905	100	130 000	351 905

Délibération

2020-DC-129 : Répartition dite « libre » du FPIC 2020

Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) a été mis en place en 2012.

Le FPIC est un mécanisme de péréquation horizontale qui consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

L'ensemble intercommunal composé de la Communauté de Communes Sud Sarthe et ses 19 communes membres sont bénéficiaires en 2020 à hauteur de **708 178 €**.

Selon les données du Ministère, la répartition pour notre territoire selon les règles de droit commun est la suivante :

- C.C. Sud Sarthe : 226 273 €
- 19 communes : 481 905 €

En respect des orientations définies lors du débat d'orientations budgétaires 2020 et du vote du budget primitif 2020 intégrant ses recettes, la Communauté de Communes Sud Sarthe souhaite déroger à cette règle en optant pour la répartition « dérogatoire libre » composée comme suit :

- C.C. Sud Sarthe : **356 273 €** correspondant à la part 2020 de l'EPCI à laquelle est ajoutée une partie de la part des communes égale à 130 000€.
- 19 Communes membres : **351 905€**

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Communautaire décident de :

- **VALIDER** la proposition sur le mode de répartition « dérogatoire libre » qui consistera en un reversement à la C.C. Sud Sarthe à hauteur de **356 273€** et à verser la somme de **351 905€** aux 19 communes membres selon la répartition ci-après :

	Montant reversé de droit commun	Part conservée par l'EPCI	Montant reversé définitif
AUBIGNE RACAN	38 110	10 281	27 829
BRUERE SUR LOIR	4 660	1 257	3 403
CHAPELLE AUX CHOUX	5 891	1 589	4 302

	Montant reversé de droit commun	Part conservée par l'EPCI	Montant reversé définitif
CHÂTEAU L'HERMITAGE	7 853	2 118	5 735
CHENU	8 697	2 346	6 351
COULONGE	14 466	3 902	10 564
LUCHE PRINGE	28 997	7 822	21 175
LE LUDE	62 015	16 729	45 286
MANSIGNE	34 335	9 262	25 073
MAYET	54 867	14 801	40 066
PONTVALLAIN	44 047	11 882	32 165
REQUEIL	32 354	8 728	23 626
SAINT GERMAIN D'ARCE	5 219	1 408	3 811
SAINT JEAN DE LA MOTTE	26 360	7 111	19 249
SARCE	7 875	2 124	5 751
SAVIGNE SOUS LE LUDE	10 011	2 701	7 310
VAAS	29 172	7 870	21 302
VERNEIL LE CHETIF	20 655	5 572	15 083
YVRE LE POLIN	46 321	12 496	33 825
TOTAL	481 905	130 000	351 905

- **DONNER POUVOIR** au Président pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Unanimité

MARCHES PUBLICS

7. Groupement de commande « Entretien et aménagement de voirie »

Monsieur le Président rappelle les articles L2113-1 à 8 du Code de la Commande Publique relatifs au groupement de commande.

Des groupements de commandes peuvent être constitués entre des acheteurs afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés publics. Ils peuvent également être constitués, entre un ou plusieurs acheteurs et une ou plusieurs personnes morales de droit privé qui ne sont pas des acheteurs soumis au Code de la Commande Publique.

Ces groupements permettent de mutualiser des procédures de marchés publics et participer à des économies sur les achats.

Les groupements de commande établissent une convention constitutive signée par leurs membres qui définit les modalités de fonctionnement du groupement. Elle désigne un coordonnateur, chargé de procéder à tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution du marché public au nom et pour le compte des autres membres.

Monsieur Le Président rappelle que le marché voirie arrive à échéance le 31 décembre prochain, et qu'un nouveau groupement de commande porté par la Communauté de Communes doit être proposé.

Les missions du coordonnateur sont les suivantes :

- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation.
- Définir et recenser les besoins dans les conditions qu'il fixera.
- Elaborer le cahier des charges.
- Définir les critères et faire valider pour l'ensemble des membres.
- Assurer la publication des avis d'appel public à la concurrence.
- Convoquer et conduire les réunions de la commission ad hoc.
- Informer les candidats du résultat de la mise en concurrence.
- Procéder à la publication des avis d'attribution.

Délibération

2020-DC-130 : Groupement de commande « Entretien et aménagement de voirie » : désignation du coordonnateur

Monsieur le Président rappelle les articles L2113-1 à 8 du Code de la Commande Publique relatifs au groupement de commande.

Des groupements de commandes peuvent être constitués entre des acheteurs afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés publics. Ils peuvent également être constitués, entre un ou plusieurs acheteurs et une ou plusieurs personnes morales de droit privé qui ne sont pas des acheteurs soumis au Code de la Commande Publique.

Ces groupements permettent de mutualiser des procédures de marchés publics et participer à des économies sur les achats.

Les groupements de commande établissent une convention constitutive signée par leurs membres qui définit les modalités de fonctionnement du groupement. Elle désigne un coordonnateur, chargé de procéder à tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution du marché public au nom et pour le compte des autres membres.

La communauté de communes se propose d'être le coordonnateur pour le groupement de commande : Entretien et aménagement de voirie.

Compte tenu de ces éléments, et après en avoir délibéré les membres du Conseil Communautaire décident :

- **DE NOMMER** la Communauté de Communes Sud Sarthe, coordonnateur du groupement de commande « Entretien et aménagement de voirie »
- **D'AUTORISER** le Président à signer l'ensemble des pièces relatives à ce groupement de commande.
- **DE DONNER** pouvoir à monsieur le Président pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Unanimité

8. Adhésion au groupement de commande Voirie – Programme 2021 / 2022

La Communauté de Communes a été désignée coordonnateur du groupement de commande « Entretien et aménagement de voirie ».

Les communes devront délibérer sur l'adhésion ou non à ce groupement pour le 09 octobre dernier délai.

Les membres du Conseil communautaire sont donc invités à délibérer sur l'adhésion de la Communauté de Communes à ce groupement, la désignation des membres intégrant la commission ad hoc et les montants minimum et maximum de travaux à réaliser chaque année.

Délibération

2020-DC-131 : Adhésion à un groupement de commande pour les travaux d'entretien et d'aménagement de la voirie communale et intercommunale – Programme 2021 / 2022 -

Suite à la prise de compétence voirie par la Communauté de Communes au 1^{er} janvier 2018 et au groupement de commande en cours qui prend fin au 31/12/2020, il est proposé, afin d'optimiser l'achat public des travaux d'entretien et d'aménagement de la voirie communale et intercommunale, de mettre en place un nouveau groupement de commande en application des dispositions prévues les articles L2113-1 à 8 du Code de la Commande Publique relatifs au groupement de commande.

La constitution du groupement et son fonctionnement sont formalisés par une convention.

Le Conseil Communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code rural,

Vu les articles L2113-1 à 8 du Code de la Commande Publique relatifs au groupement de commande,

Vu le projet de convention constituant le groupement de commande pour les travaux d'entretien et d'aménagement de la voirie communale et intercommunale,

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Communautaire :

- **APPROUVENT** l'adhésion de la Communauté de Communes Sud Sarthe au groupement de commande pour les travaux d'entretien et d'aménagement de la voirie communale et intercommunale – Programme 2021 / 2022,
- **DESIGNENT** parmi ses membres Monsieur François BOUSSARD, membre titulaire, et Monsieur Yves LE BOUFFANT, membre suppléant, de la commission ad hoc du groupement,
- **DECIDENT** de fixer les montants de travaux à réaliser chaque année comme suit :

Montant minimum HT : 140 000.00€

Montant maximum HT (3 fois le minimum HT) : 420 000.00€

- **DONNENT POUVOIR** au Président pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Unanimité

ENVIRONNEMENT

9. Syndicat Mixte Val de Loir : désignation des membres au comité consultatif

Une commission consultative a été mise en place en 2015 par le Syndicat Mixte Val de Loir.

Celle-ci est chargée :

- D'examiner chaque année :
 - Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'élimination des déchets ménagers et assimilés.
 - Le bilan annuel du programme local de prévention.
- D'émettre un avis destiné à l'assemblée délibérante sur :
 - Le bilan annuel du programme local de prévention.
 - Le règlement du service public de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés.
- D'évaluer le programme local de prévention

Cette commission se réunit au moins une fois par an et est composée d'élus, d'associations représentatives des usagers et de techniciens suivants la répartition suivante :

- 5 élus : le Président du syndicat mixte val de loir et 2 élus par EPCI non membres du bureau syndical (ils peuvent être cependant membres du comité syndical)
- 5 représentants d'associations à raison d'1 représentant par association.

Il est donc proposé de désigner 2 membres pour représenter la Communauté de Communes Sud Sarthe au sein de la commission consultative du SMVL.

Délibération

2020-DC-132 : Syndicat Mixte Val de Loir - Désignation des membres au comité consultatif

Vu la délibération n°2015-33 du Syndicat Mixte Val de Loir portant création de la commission consultative,

Vu le règlement intérieur de ladite commission fixant notamment la composition des membres,

Considérant la nécessité pour la Communauté de Communes Sud Sarthe de désigner 2 représentants élus pour siéger au sein de la commission consultative du Syndicat Mixte Val de Loir,

Après en avoir délibéré, les membres de l'assemblée décident de :

- **DESIGNER** François BOUSSARD et Emile GUILLON représentants élus de la Communauté de Communes Sud Sarthe pour siéger au sein de la commission consultative du Syndicat Mixte Val de Loir.
- **DONNER POUVOIR** au Président pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Unanimité

POLE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

COMMUNICATION

10. Convention avec les associations Radio Prévert et Contact FM

Il est rappelé qu'un partenariat existe depuis plusieurs années avec les Associations Radio Prévert et Contact FM.

Une convention de partenariat fixe les engagements.

Contact FM : Prestations fournies

- **Un magazine mensuel Actu Sud Sarthe " :**

10 numéros thématiques en lien avec les compétences des commissions de l'intercommunalité.

- **Journaux d'infos locales** 12h, 13h, 18h, 19h du lundi au vendredi : diffusion de l'actualité du moment.
- **« L'interview du jour »** émission quotidienne du lundi au vendredi: diffusion d'interviews en lien avec l'intercommunalité et ses structures.
- **L'agenda des sorties** les lundis et vendredis : promotion d'événements à caractère culturel

- **Les rendez-vous de l'été** ¹ 3 diffusions quotidiennes en juillet et août : promotion de manifestations et interviews
- **Animation d'antenne et diffusion de l'événementiel intercommunal** : en fonction de l'actualité et du thème à traiter, la radio sélectionne le format d'émission approprié et la programmation adéquate.
- **Messages d'intérêt général** : 6 campagnes annuelles la promotion d'évènements choisis par la communauté de communes.

1 campagne = diffusion d'un spot pendant 7 jours soit 49 passages/semaine

Montant de la subvention annuelle : 5 000 euros

Radio Prévert : Prestations fournies

Radio Prévert s'engage à relayer chaque année les actualités relatives aux domaines de compétence de la Communauté de Communes Sud Sarthe.

Radio Prévert et la Communauté de Communes Sud Sarthe (par le biais du Service Jeunesse) ont mis en place une convention spécifique concernant la mise en œuvre des actions autour de la radio.

Radio Prévert s'engage à assurer chaque année la promotion radiophonique de 20 évènements organisés par la Communauté de Communes (ou des communes membres), chaque évènement étant choisi par la Communauté de Communes.

La promotion de chaque évènement se fera selon les modalités suivantes :

■ Diffusion de 65 messages de 30 secondes par semaine annonçant l'évènement ; le message étant réalisé par Radio Prévert.

Le texte du message sera rédigé et transmis par la Communauté de Communes au moins une semaine avant l'évènement.

■ Réalisation d'au moins 1 interview concernant l'évènement.

Radio Prévert s'engage à participer chaque année à l'animation des évènementiels organisés par la Communauté de Communes dans les domaines de l'emploi et de l'économie ainsi qu'à mettre à sa disposition l'ensemble des interviews réalisés lors de l'évènement.

Radio Prévert s'engage à se rendre disponible pour apporter des innovations dans la communication radiophonique de l'intercommunalité.

Couverture de chaque séance du conseil communautaire et réalisation d'une interview sur un sujet mis à l'ordre du jour, sauf cas de force majeure.

■ Les réunions du conseil seront annoncées au cours des différents journaux d'information. Toute émission ou interview donnera lieu à une publication avec photo sur la page Facebook et sur le compte Twitter de la radio.

■ Les événements et manifestations transmis par la communauté de communes figureront sur l'agenda du site internet de la radio.

Montant de la subvention annuelle : 11 000 euros

Afin de pouvoir verser les subventions, une délibération doit être prise annuellement.

Mr Mourier rappelle que les subventions concernent les radios locales pour l'année 2020 et que les montants versés représentent 25% du budget communication.

Délibération

2020-DC-133 : Subvention aux associations « Radios Locales »

Le Président rappelle le partenariat en cours avec les 2 radios locales : Contact FM et Radio Prévert.

Une convention partenariale annuelle est signée entre les parties fixant les engagements de chacun. La Communauté verse en contrepartie une subvention.

Compte tenu de ces éléments et après en avoir délibéré, les membres du Conseil Communautaire décident :

- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge de la communication à signer les conventions annuelles pour l'année 2020.
- **D'ATTRIBUER** les subventions suivantes :
 - Association FSE Contact FM : 5 000 €
 - La radio associative « Radio Prévert » : 11 000 €.

Unanimité

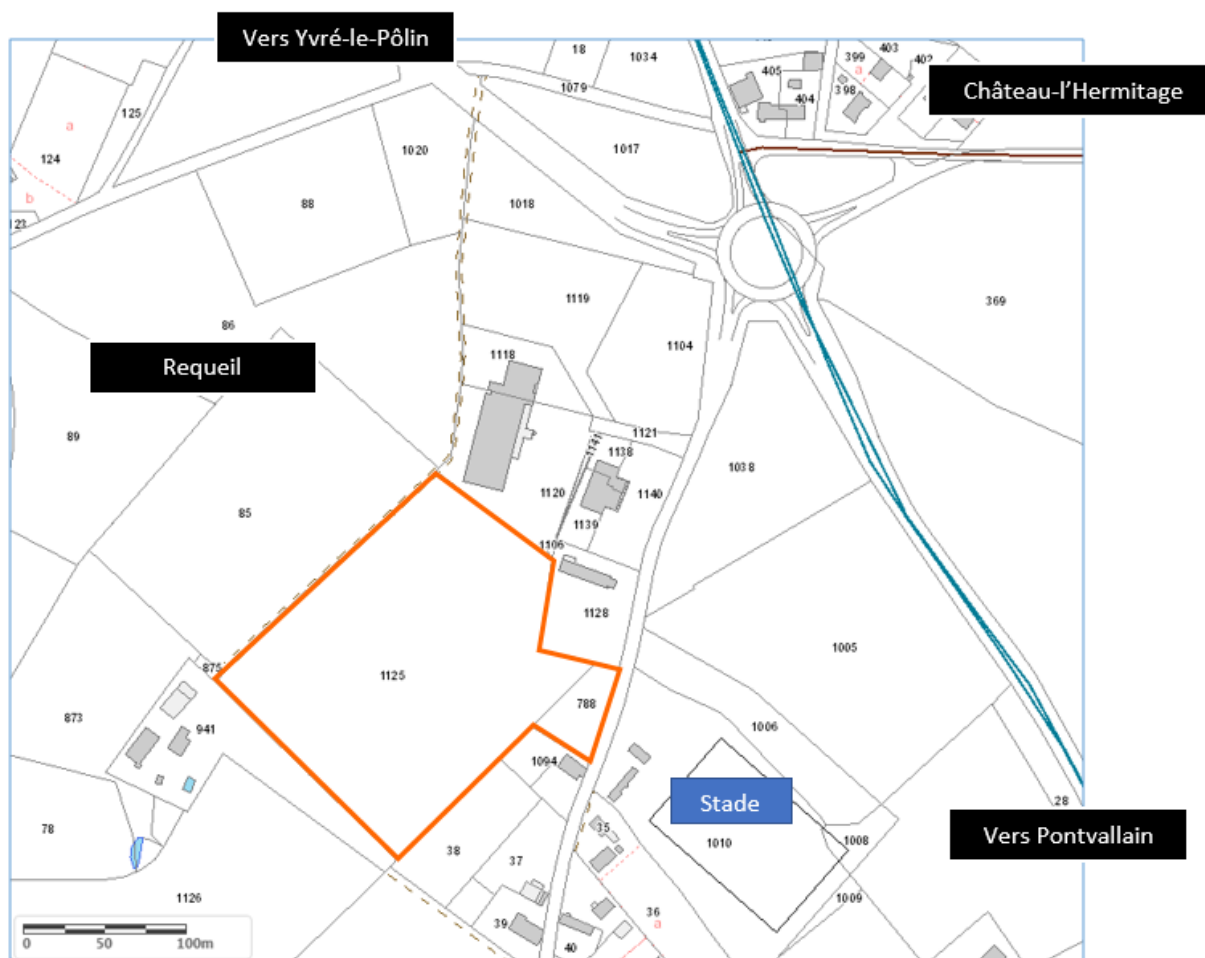
ECONOMIE

11. Zone Belle Croix – acquisition parcelles pour extension de la zone de Belle Croix 2

Projet d'extension Belle Croix 2 :

Parcelle A1125 - 29 314 m² : propriétaire SCI DE LA SAPINIERE (340 AV NATIONALE - 72230 ARNAGE)

Parcelle A 788 - 1 575 m² : propriétaire SCI DE LA SAPINIERE (340 AV NATIONALE - 72230 ARNAGE)





Communauté de communes Sud Sarthe – Elaboration du PLUi - OAP

124

Le Président a rencontré les représentants de la SCI de la Sapinière le 31 juillet dernier afin d'étudier la faisabilité de cession des 2 parcelles A 1125 & A 788.

Les propriétaires accepteraient la cession des 2 parcelles au prix de 40 000 euros net vendeur.

Mr AMY demande si le terrain est actuellement exploité et souhaite connaître la nature des terres. Le Président précise que le terrain est effectivement exploité sans toutefois qu'il y ait un bail sur une longue durée. Le terrain est de nature sableux.

Il est demandé si l'exploitant pourrait bénéficier d'une d'indemnité liée à la perte d'une partie de son outil de travail. Le Président confirme qu'il est effectivement en possibilité d'en solliciter une.

Mr Frizon demande si cela pourrait mettre en péril l'exploitant. Mr Boussard sans s'engager à la place de l'exploitant, pense que non, ce dernier étant informé de par le PLUi du devenir des parcelles.

Délibération

2020-DC-134 : Acquisition Parcelles sur la Zone Belle Croix pour une extension de la zone de Belle Croix 2

Monsieur le Président précise qu'une entreprise présente sur la Zone de Belle Croix nous a fait part de sa volonté d'étendre son bâtiment.

Les parcelles sur lesquelles le projet d'extension pourrait se faire ne sont à ce jour pas la propriété de la Communauté de Communes Sud Sarthe.

Le Président a rencontré les propriétaires des parcelles et un accord a été trouvé sur le prix d'acquisition des parcelles suivantes :

- **Parcelle A1125 - 29 314 m²** : propriétaire SCI DE LA SAPINIERE (340 AV NATIONALE - 72230 ARNAGE)
- **Parcelle A 788 - 1 575 m²** : propriétaire SCI DE LA SAPINIERE (340 AV NATIONALE - 72230 ARNAGE)

Prix de cession : 40 000 euros net vendeur.

Vu l'avis favorable des membres du bureau du 26 Août pour acquérir ces 2 parcelles,

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Communautaire décident :

- **D'AUTORISER** le Président à signer l'acte d'achat et tous autres documents en lien avec ce projet.
- **DE FIXER** le prix d'acquisition des parcelles **A 1125** (29 314m²) et **A 788** (1 575m²) au prix de **40 000€**. Les frais afférents à cette acquisition seront à la charge de la Communauté de Communes Sud Sarthe.
- **DE CONFIER** la rédaction de l'acte d'acquisition à l'étude de Maître Emmanuel GAUTIER – Boulevard DUBOIS LECORDIER – 72510 PONTVALLAIN

Unanimité

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

12. Aménagement du territoire - Cession à la commune de Vaas –parcelle ZN N° 473



Le Président précise que les parcelles ZN 473 et ZN 474 formaient initialement la parcelle B 157.

Suite au bornage effectué par Urbasolar pour l'implantation de panneaux photovoltaïques, un nouveau découpage a été effectué à la demande de la commune de Vaas.

En effet, le Chemin Rural 33 en limite de propriété avait été intégré en partie dans les parcelles appartenant au SDESS.

La commune de Vaas souhaite donc récupérer l'intégralité du Chemin Rural 33, et ce au titre de sa compétence générale à savoir la gestion et l'entretien des chemins ruraux.

Les 2 collectivités (commune de Vaas et Communauté de Communes Sud Sarthe) étant d'accord sur cette cession au prix de 15 euros, un acte de vente doit être signé. Les frais afférents à ce dernier sont pris en charge par l'acquéreur.

Mme Leviau précise qu'au moment du remembrement, la commune a découvert que ce chemin était propriété de Loirecopark alors que celui-ci a toujours été entretenu par la commune et dessert une maison d'habitation. L'acte permettra de légaliser la propriété de celui-ci.

Délibération

2020-DC-135 : Cession à la commune de Vaas de la parcelle n° ZN 473

Le Président précise que les parcelles ZN 473 et ZN 474 formaient initialement la parcelle B 157.

Suite au bornage effectué par Urbasolar pour l'implantation de panneaux photovoltaïques, un nouveau découpage a été effectué à la demande de la commune de Vaas.

En effet, le Chemin Rural 33 (CR33) en limite propriété avait été intégré en partie dans les parcelles appartenant au SDESS.

La commune de Vaas souhaite donc récupérer l'intégralité du CR 33, et ce au titre de sa compétence générale à savoir la gestion et l'entretien des chemins ruraux.

Par délibération n° 05/2020-07-07, la commune de Vaas a délibéré à l'unanimité pour l'acquisition de la parcelle n° ZN 473.

Un acte de cession sera rédigé par l'ATESART, précisant les modalités de cession, notamment une cession au prix de 15 euros.

Compte tenu de ces éléments et après en avoir délibéré, les membres du Conseil Communautaire décident :

- **D'AUTORISER** le 1^{er} Vice-Président – Marc LESSCHAEVE à signer l'acte de cession rédigé par l'ATESART

Unanimité

TOURISME

13. Instauration de la taxe de séjour

Mr Lesschaeve rappelle que la taxe de séjour avait été instaurée par le PETR du fait de la gestion de la compétence « tourisme ».

Suite aux modifications statutaires, et au changement de forme juridique de l'OtVL (passage d'un statut d'EPIC en SPL), la communauté de communes reprendra à compter du 1^{er} janvier 2021 la gestion, la perception de la Taxe de Séjour.

Délibération

2020-DC-136 : Instauration de la taxe de séjour communautaire au réel

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2333-26 et s. et L. 5211-21,

VU le Code du tourisme, et notamment ses articles L. 133-1 et s. et L. 422-3 et s.,

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 avril 2001 portant création du Syndicat mixte du Pays Vallée du Loir ainsi que les arrêtés postérieurs modifiant lesdits statuts,

VU la délibération du comité syndical du Syndicat mixte du Pays Vallée du Loir en date du 17 décembre 2001 relative à l'institution de la taxe de séjour et organisant la « délégation de la taxe de séjour » audit Syndicat mixte,

VU l'arrêté n°DIRCOL 2017-0309 du 23 juin 2017 du Préfet de la Sarthe portant transformation du Syndicat mixte du Pays Vallée du Loir en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural,

VU les statuts du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Pays Vallée du Loir,

VU les statuts de l'Etablissement public industriel et commercial « Office de tourisme Vallée du Loir »,

VU la délibération D02_04_07_2019 en date du 4 juillet 2019 par laquelle le conseil syndical du Pôle d'Equilibre Territoriale et Rural Pays Vallée du Loir a approuvé les tarifs de la taxe de séjour pour l'année 2020,

VU la délibération n°2019 11 084 en date du 7 novembre 2019 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté de communes du Loir Lucé Bercé a approuvé la modification des statuts du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Pays Vallée du Loir et a retiré à celui-ci la délégation de la compétence « taxe de séjour » à la date du 1^{er} janvier 2021 en précisant qu'il resterait néanmoins compétent, en 2021, pour émettre les titres relatifs aux seuls séjours de l'année 2020,

VU la délibération n°2019-DC-147 en date du 21 novembre 2019 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté de communes du de Sud Sarthe a approuvé la modification des statuts du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Pays Vallée du Loir et a retiré à celui-ci la délégation de la compétence « taxe de séjour » à la date du 1^{er} janvier 2021 en précisant qu'il resterait néanmoins compétent, en 2021, pour émettre les titres relatifs aux seuls séjours de l'année 2020,

VU la délibération n°DAG191121D010 en date du 21 novembre 2019 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays Fléchois, a approuvé la modification

des statuts du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Pays Vallée du Loir et a retiré à celui-ci la délégation de la compétence « taxe de séjour » à la date du 1^{er} janvier 2021 en précisant qu'il resterait néanmoins compétent, en 2021, pour émettre les titres relatifs aux seuls séjours de l'année 2020,

VU le Conseil Départemental de la Sarthe ayant, par délibération en date du 14 décembre 2009, institué une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour avec effet au 1^{er} avril 2010, conformément aux dispositions de l'article L.3333-1 du CGCT, la taxe additionnelle est recouvrée par le PETR Pays Vallée du Loir pour le compte du Département.

Considérant l'intérêt qui s'attache à l'harmonisation des tarifs sur les territoires dont dépend l'Office de tourisme de la Vallée du Loir.

Le Président de la Communauté de Communes Sud Sarthe expose les dispositions des articles L. 2333-26 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux modalités d'institution par le conseil communautaire de la taxe de séjour.

Le Président rappelle que le comité syndical du Syndicat mixte du Pays Vallée du Loir dans sa délibération en date du 17 décembre 2001 a mis en place la taxe de séjour à compter du 1^{er} janvier 2002 ; cette instauration faisant suite à la dissolution effective au 31 décembre 2001 du SIVOTOVAL, organisme précédemment collecteur sur le territoire Vallée du Loir sarthois depuis 1989, en vertu des dispositions applicables à l'époque.

Le produit de cette taxe de séjour était ensuite reversé à l'Office de tourisme de la Vallée du Loir, bénéficiaire unique, pour financer ses actions de promotion et de communication.

Considérant que la taxe de séjour est un outil essentiel de financement des actions de promotion en faveur du tourisme menées par la Communauté de communes par l'intermédiaire notamment de l'Office de tourisme intercommunautaire Vallée du Loir, il est proposé au conseil communautaire de bien vouloir instituer la taxe de séjour sur l'ensemble du territoire des communes de la Communauté de Communes Sud Sarthe à compter du 1^{er} janvier 2021 :

COMMUNES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD SARTHE
Aubigné-Racan
Château-l'Hermitage
Chenu
Coulongé
La Bruère sur Loir
La Chapelle aux Choux

Le Lude
Luché-Pringé
Mansigné
Mayet
Pontvallain
Requeil
Saint Germain d'Arcé
Saint Jean de la Motte
Sarcé
Savigné-sous-Le Lude
Vaas
Verneil-le-Chétif
Yvré-le-Pôlin

Considérant que, à compter de 2021, compte tenu des évolutions institutionnelles et de la nouvelle organisation adoptée pour l'Office de tourisme intercommunautaire de la Vallée du Loir, la compétence relative à l'institution et à la collecte de la taxe de séjour, auparavant déléguée, sera exercée directement par les communautés de communes,

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé du Président et après en avoir délibéré :

- **ASSUJETTIT** tous les hébergements proposant des nuitées marchandes à la taxe de séjour au réel, pour les natures d'hébergements suivantes conformément à l'article R. 2333-44 du CGCT :
 - 1° Les palaces ;
 - 2° Les hôtels de tourisme ;
 - 3° Les résidences de tourisme ;
 - 4° Les meublés de tourisme ;
 - 5° Les villages de vacances ;
 - 6° Les chambres d'hôtes ;
 - 7° Les emplacements dans les aires de camping-cars et les parcs de stationnement touristiques ;
 - 8° Les terrains de camping, les terrains de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air ;
 - 9° Les ports de plaisance ;
 - 10° Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement qui ne relèvent pas des natures d'hébergement mentionnées aux 1° à 9° ;

- **DECIDE** de percevoir, à compter du 1^{er} janvier 2021, la taxe de séjour pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre inclus ;
- **DECIDE** que les hébergeurs déclareront le volume de nuitées :
 - avant le 20 juillet de l'année N pour la période de recouvrement correspondant au 1^{er} semestre,
 - avant le 20 janvier de l'année N+1 pour la période de recouvrement correspondant au second semestre ;
- **ARRÊTE** les tarifs de la taxe de séjour par personne et par nuitée, comme suit :

Catégories d'hébergements	Tarifs 2021	Taxe additionnelle du Département	Total
Palaces	2,30 €	Taxe additionnelle 10% perception Département de La Sarthe. 0,23 € par jour et par personne	À percevoir par le propriétaire : 2,53 € par jour et par personne
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0.80 €	Taxe additionnelle 10% perception Département de La Sarthe. 0,08 € par jour et par personne	À percevoir par le propriétaire : 0,88 € par jour et par personne
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0.80 €	Taxe additionnelle 10% perception Département de La Sarthe. 0,08 € par jour et par personne	À percevoir par le propriétaire : 0,88 € par jour et par personne
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0.60 €	Taxe additionnelle 10% perception Département de La Sarthe. 0,06 € par jour et par personne	À percevoir par le propriétaire : 0,66 € par jour et par personne
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0.50 €	Taxe additionnelle 10% perception Département de La Sarthe. 0,05 € par jour et par personne	À percevoir par le propriétaire : 0,55 € par jour et par personne
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2	0.50 €	Taxe additionnelle 10% perception Département de La Sarthe. 0,05 € par jour et par personne	À percevoir par le propriétaire : 0,55 € par jour et par personne

et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives			
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacement dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0.50 €	Taxe additionnelle 10% perception Département de La Sarthe. 0,05 € par jour et par personne	À percevoir par le propriétaire : 0,55 € par jour et par personne
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0.20 €	Taxe additionnelle 10% perception Département de La Sarthe. 0,02 € par jour et par personne	À percevoir par le propriétaire : 0,22 € par jour et par personne

- **ARRÊTE** le tarif de la taxe de séjour applicable dans les hébergements en attente de classement ou sans classement, à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau ci-dessus, **au taux de 2 %** du coût hors-taxes par personne et par nuitée, dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la Communauté de communes ou, s'il est inférieur à ce dernier, du tarif plafond applicable aux hôtels de tourisme 4 étoiles ;

Catégories d'hébergements	Taux 2021	Taxe additionnelle du Département	Total
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau ci-dessus	2%^(*)	Tarif communal + 10%	À percevoir par le propriétaire : 2% par jour et par personne sur le coût HT de la nuitée + 10% de taxe additionnelle

(*) dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la Communauté de communes ou, s'il est inférieur à ce dernier, du tarif plafond applicable aux hôtels de tourisme 4 étoiles

- **FIXE** le loyer journalier minimum en dessous duquel les personnes occupant les locaux sont exonérées de la taxe de séjour : 5 € hors-taxes ;

- **RAPPELLE** que le Conseil Départemental de la Sarthe ayant, par délibération en date du 14 décembre 2009, institué une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour avec effet au 1^{er} avril 2010, conformément aux-1 du CGCT, la taxe additionnelle est recouvrée par l'EPCI pour le compte du Département ;
- **CHARGE** le président de notifier cette décision aux services préfectoraux et au directeur des finances publiques par l'application OCSIT@N.
- **DONNE POUVOIR** au Président pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Unanimité

POLE FAMILLE-PETITE ENFANCE-ENFANCE JEUNESSE-SPORT CULTURE

CENTRE SOCIAL

Le Centre social doit être gouverné par un « comité stratégique » pour répondre aux cahiers des charges de la labélisation de la CAF. Cette gouvernance est composée de plusieurs collèges dont un « collège élus » où seront présents le Président et les vice-présidents désignés.

14. Désignation des Vice-Présidents siégeant au collège élus du Comité stratégique

Il est proposé que les Vice-Présidents suivant intègrent le Comité stratégique du Centre Social :

- Pierre Ouvrard : Cohésion sociale et santé
- Béatrice Latouche : Famille, Petite Enfance, Enfance Jeunesse
- Éric Martineau : Développement Culturel et soutien aux associations culturelles et sportives
- Catherine Donné : Aménagement du territoire & politiques contractuelles

Les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité, prennent acte de l'intégration des vice-présidents mentionnés ci-dessus au comité stratégique du Centre Social.

QUESTIONS DIVERSES

- Report séminaire des élus au 07 novembre 2020 de 9h à 13h (sous réserve des conditions sanitaires).

Mr Allard demande si l'inauguration Charpente Cénomane du 25 septembre sera maintenue. Le Président doit échanger à ce sujet avec l'entreprise et au vue de la situation sanitaire qui s'améliore, il espère pouvoir la maintenir.

Mme Latouche précise que le Congrès des maires est confirmé pour le 14 novembre prochain au Lude mais qu'au vu de la situation sanitaire, celui-ci sera limité à 500 élus

Mr Frizon interpelle le Président au sujet d'une entreprise qui souhaiterait louer un local sur le site candia et qui n'aurait pas eu de réponse. Le Président précise qu'il n'en a pas eu connaissance et que dans ce cas, il faut lui transmettre les coordonnées de l'entreprise. Il précise qu'une entreprise occupe déjà un local avec laquelle un bail a été signé.

Projet gendarmerie : le permis de construire a été déposé à la mairie du Lude mi-juillet. Un courrier a été adressé en retour pour signaler que le délai d'instruction pouvait être porté à 5 mois.

Le président rappelle que l'objectif est de signer le marché avec les entreprises d'ici la fin de l'année.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance levée à 19h35

Le Secrétaire de séance,
Delphine BAREAU

Le Président de séance,
François BOUSSARD